

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Alten

Société Anonyme
au capital de 33 271 807,83 €
40, avenue André Morizet
92100 Boulogne-Billancourt

Grant Thornton

Compagnie Régionale de Paris
100, rue de Courcelles
75017 Paris

Cabinet Dauge et Associés

Compagnie Régionale de Paris
38, rue Saint Ferdinand
75017 Paris

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

ALTEN

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **ALTEN**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Le principe de suivi des écarts d'acquisition est exposé dans la note 2.2.8 « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé » des états financiers. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus des unités génératrices de trésorerie, à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies et à vérifier que la note aux états financiers donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

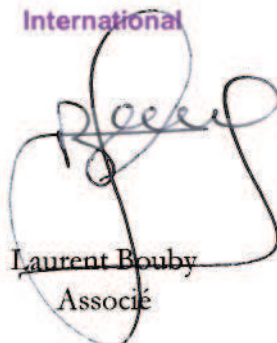
Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 22 avril 2013

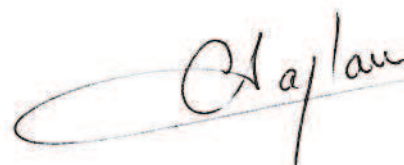
Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International



Laurent Bouby
Associé

Cabinet Dauge et Associés



Christian Laplane
Associé

**COMPTES CONSOLIDÉS
AU 31 DECEMBRE 2012**



GROUPE ALTEN

**40 avenue André Morizet
92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

SOMMAIRE

1. COMPTES CONSOLIDÉS	4
1.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	5
1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	6
1.3 ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	7
1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	8
1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	9
2. NOTES AUX ETATS FINANCIERS.....	11
2.1 INFORMATIONS GENERALES SUR LE GROUPE.....	12
2.1.1 <i>Activité</i>	12
2.1.2 <i>Restructurations juridiques</i>	12
2.1.3 <i>Acquisitions/ Créations</i>	13
2.1.4 <i>Sorties de périmètre</i>	13
2.1.5 <i>Dividendes</i>	13
2.1.6 <i>Autres informations</i>	13
2.1.7 <i>Evènement postérieur à la clôture</i>	13
2.2 PRINCIPES COMPTABLES	14
2.2.1 <i>Estimations de la Direction</i>	15
2.2.2 <i>Indicateurs financiers</i>	15
2.2.3 <i>Segments opérationnels</i>	16
2.2.4 <i>Conversion des comptes libellés en devise étrangère</i>	16
2.2.5 <i>Ecart d'acquisition</i>	16
2.2.6 <i>Immobilisations incorporelles</i>	17
2.2.7 <i>Immobilisations corporelles</i>	17
2.2.8 <i>Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé</i>	18
2.2.9 <i>Contrats de location</i>	18
2.2.10 <i>Participations mises en équivalence</i>	19
2.2.11 <i>Actifs financiers</i>	19
2.2.12 <i>Impôts différés</i>	19
2.2.13 <i>Créances clients</i>	19
2.2.14 <i>Autres actifs courants</i>	19
2.2.15 <i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	20
2.2.16 <i>Actions propres</i>	20
2.2.17 <i>Provisions</i>	20
2.2.18 <i>Passifs financiers</i>	21
2.2.19 <i>Autres passifs</i>	21
2.2.20 <i>Engagements de rachats de minoritaires</i>	21
2.2.21 <i>Reconnaissance du chiffre d'affaires</i>	22
2.2.22 <i>Subventions et crédits d'impôt</i>	22
2.2.23 <i>Plan de souscription d'actions</i>	22
2.2.24 <i>Autres produits et charges non courants</i>	22
2.2.25 <i>Résultat Financier</i>	23
2.2.26 <i>Information sur le résultat net par action et résultat dilué par action</i>	23
2.3 FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS	23
2.4 PERIMETRE DE CONSOLIDATION	25
3. DETAIL DES COMPTES CONSOLIDÉS.....	27
3.1 ECARTS D'ACQUISITION	28
3.2 IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS	31
3.3 PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE	32
3.4 ACTIFS FINANCIERS.....	33
3.5 ACTIFS D'IMPOTS.....	34

3.6	ACTIFS COURANTS	35
3.7	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	35
3.8	PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	36
3.9	AUTRES PASSIFS NON COURANTS	36
3.10	PASSIFS FINANCIERS COURANTS	36
3.11	AUTRES PASSIFS COURANTS	36
3.12	PROVISIONS	37
3.13	ACHATS CONSOMMES	38
3.14	CHARGES DE PERSONNEL	38
3.15	CHARGES EXTERNES	38
3.16	IMPOTS ET TAXES	38
3.17	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'ACTIVITE	39
3.18	PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS	39
3.19	AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	43
3.20	RESULTAT FINANCIER	44
3.21	ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT	45
3.22	SEGMENTS OPERATIONNELS	46
3.23	RESULTAT PAR ACTION	47
3.24	DIVIDENDES PAR ACTION	47
3.25	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	48
4.	AUTRES INFORMATIONS	49
4.1	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	50
4.2	ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS	52
4.3	CAPITAL SOCIAL	53
4.4	ACTIONS PROPRES	53
4.5	ENGAGEMENTS FINANCIERS	54
4.6	INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE	56
4.7	HONORAIRES D'AUDIT	57
4.8	SOCIETE CONSOLIDANTE	57
4.9	NANTISSEMENT DE TITRES	57

1. COMPTES CONSOLIDÉS

1.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(En milliers d'euros)

ACTIF	Notes	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Ecart d'acquisition	3.1	200 572	184 400	179 477
Immobilisations incorporelles	3.2	10 053	9 857	11 456
Immobilisations corporelles	3.2	14 061	12 609	9 350
Participations mises en équivalence	3.3	4 717	3 027	
Actifs financiers non courants	3.4	26 827	24 976	15 035
Actifs d'impôts	3.5	10 192	8 818	7 424
ACTIFS NON COURANTS		266 422	243 686	222 741
Clients	3.6	402 753	385 972	365 018
Autres actifs courants	3.6	40 664	34 940	26 651
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.7	66 523	59 614	57 992
ACTIFS COURANTS		509 941	480 526	449 661
TOTAL ACTIF		776 363	724 212	672 402

PASSIF	Notes	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Capital social		32 953	32 801	32 491
Primes		25 443	22 708	17 219
Réserves consolidées		310 091	283 778	264 426
Résultat consolidé		78 168	59 552	53 607
CAPITAUX PROPRES (part du groupe)		446 655	398 838	367 743
INTERETS MINORITAIRES		453	466	326
TOTAL CAPITAUX PROPRES		447 107	399 304	368 070
Provisions	3.12	13 424	13 023	11 597
Passifs financiers non courants	3.8	1 517	1 798	2 616
Autres passifs non courants	3.9	5 487	4 000	3 691
PASSIFS NON COURANTS		20 428	18 821	17 904
Provisions	3.12	6 496	4 548	2 051
Passifs financiers courants	3.10	7 936	15 036	14 994
Fournisseurs		38 100	34 111	31 858
Autres passifs courants	3.11	256 296	252 392	237 526
PASSIFS COURANTS		308 828	306 087	286 429
TOTAL PASSIF		776 363	724 212	672 402

1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.22	1 198 009	1 065 659	916 566
Achats consommés	3.13	(93 927)	(80 948)	(76 354)
Charges de personnel	3.14	(850 855)	(752 179)	(635 290)
Charges externes	3.15	(117 176)	(108 871)	(98 399)
Impôts et taxes et versements assimilés	3.16	(7 063)	(6 814)	(5 615)
Dotations aux amortissements		(8 355)	(7 947)	(6 075)
Autres charges d'activité	3.17	(6 884)	(5 811)	(5 378)
Autres produits d'activité	3.17	6 836	5 246	3 916
RESULTAT OPERATIONNEL D'ACTIVITE		120 586	108 335	93 371
Paiements fondés sur des actions	3.18	(279)	(309)	(468)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		120 307	108 026	92 904
Autres charges non courantes	3.19	(5 848)	(12 274)	(3 946)
Autres produits non courants	3.19	1 954	2 853	0
Résultat de cession d'actifs	3.19	(33)	(142)	(641)
Dépréciation des écarts d'acquisition	3.19		(3 131)	
RESULTAT OPERATIONNEL		116 380	95 332	88 316
Coût de l'endettement financier net	3.20	(728)	(688)	(1 125)
Autres charges financières	3.20	(3 679)	(3 255)	(2 211)
Autres produits financiers	3.20	3 695	2 427	1 634
Charge d'impôt	3.21	(38 955)	(35 030)	(32 935)
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES		76 713	58 786	53 679
Résultat des sociétés mises en équivalence	3.3	1 689	804	
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE		78 402	59 590	53 679
dont :				
Part des intérêts minoritaires		234	38	72
Part du groupe		78 168	59 552	53 607
Résultat net par action en euros (part du groupe)	3.23	2,46	1,87	1,70
Résultat net dilué par action en euros (part du groupe)	3.23	2,43	1,85	1,68

1.3 ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Résultat part du Groupe	78 168	59 552	53 607
Résultat part des intérêts minoritaires	234	38	72
Résultat net de l'ensemble consolidé	78 402	59 590	53 679
Variation de la juste valeur des actifs financiers réalisables	(775)	1 001	2 715
Ecart de conversion	185	139	1 628
Produits et charges directement enregistrés dans les capitaux propres	(590)	1 140	4 342
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	77 812	60 730	58 021
Dont :			
Part du groupe	77 578	60 692	57 949
Part des intérêts minoritaires	234	38	72

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
			(*)	(*)
Résultat net de l'ensemble consolidé		78 402	59 590	53 679
Résultat des sociétés mises en équivalence	3.3	(1 689)	(804)	0
Amortissements et provisions opérationnels	3.25	9 927	14 443	6 941
Paiements fondés sur des actions	3.18	279	309	468
Charge d'impôt	3.21	38 955	35 030	32 935
Plus-ou-moins values de cessions		302	333	844
Coût de l'endettement financier net	3.20	728	688	1 125
Coût financier sur actualisation et provisions		64	676	223
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		126 968	110 265	96 215
Impôts payés	3.25	(35 451)	(40 318)	(8 695)
Variation du besoin en fonds de roulement	3.25	(11 511)	(2 165)	(6 233)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		80 006	67 782	81 087
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(9 320)	(8 895)	(4 731)
Acquisitions d'immobilisations financières		(3 437)	(11 092)	(1 719)
Incidences des variations de périmètre et compléments de prix	3.25	(22 518)	(15 533)	(5 820)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		81	69	85
Réductions d'immobilisations financières		1 227	1 450	646
Flux net de trésorerie sur opérations d'investissements		(33 967)	(34 001)	(11 539)
Intérêts financiers nets versés		(731)	(691)	(1 124)
Dividendes versés aux actionnaires		(31 822)	(34 996)	(28 284)
Augmentation de capital	3.25	2 887	5 900	2 499
Acquisitions et cessions d'actions propres		(172)	(1 541)	212
Remboursements des passifs financiers non courants		(155)	(28)	167
Variation des passifs financiers courants		(9 299)	(906)	(38 264)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(39 292)	(32 262)	(64 795)
Effet de la variation des cours de change sur la trésorerie		161	104	844
Variation de trésorerie		6 908	1 622	5 596
Trésorerie à l'ouverture	3.7	59 614	57 992	52 395
Trésorerie à la clôture	3.7	66 523	59 614	57 992
Variation		6 909	1 622	5 597

(*) La définition de l'impôt dans le tableau des flux de trésorerie s'entend désormais de la même manière que la charge d'impôt dans le compte de résultat. A ce titre, le tableau des flux de trésorerie 2010 et 2011 a été retraité.

Le montant des investissements réalisés par voie de location-financement en 2012 s'élève à 565 milliers d'euros.

Conformément à la norme IAS 7 rattachant les concours bancaires courants et emprunts aux opérations de financement, le tableau ci-dessus fait ressortir la variation des postes de trésorerie d'actif (cf. note 3.7).

La trésorerie nette du Groupe s'analyse explicitement comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Trésorerie à la clôture	66 523	59 614	57 992
Concours bancaires	(7 086)	(14 064)	(13 453)
Emprunts bancaires	(1 071)	(1 472)	(2 839)
Trésorerie nette	58 366	44 079	41 699

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Nombre d'actions en circulation	Nombre d'actions émises	Capital	Primes	Réserves	Actions propres	Réserves de conversion	Résultat (Pdg)	Capitaux propres
Au 31 décembre 2010	31 544 863	31 966 790	32 491	17 219	270 792	(7 479)	1 112	53 607	347 743
Affectation résultat 2010					53 607			(53 607)	0
Augmentation de capital (1)	304 983	304 983	310	5 491					5 801
Dividendes versés aux actionnaires					(34 996)				(34 996)
Autres variations (2)					1 119		(289)		830
Actions propres	(74 325)	(96)	0	(2)	2	(1 541)			(1 541)
Paiements fondés sur des actions					309				309
Transactions avec les actionnaires			310	5 489	20 041	(1 541)	(289)	(53 607)	(29 597)
Résultat global de la période					1 001		139	59 552	60 692
Dont résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle								804	
Résultat et produits et charges en capitaux propres					1 001		139	59 552	60 692
Au 31 décembre 2011	31 795 521	32 271 677	32 801	22 708	291 834	(9 020)	942	59 552	398 830
Affectation résultat 2011					59 552			(59 552)	0
Augmentation de capital (1)	150 076	150 076	163	2 734					2 887
Dividendes versés aux actionnaires					(31 823)				(31 823)
Autres variations (3)					(933)				(933)
Actions propres	(1 768)					(1 72)			(1 72)
Paiements fondés sur des actions					279				279
Transactions avec les actionnaires			163	2 734	27 075	(1 72)	0	(59 552)	(29 762)
Résultat global de la période					(775)		185	78 168	77 578
Dont résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle								1 689	
Résultat et produits et charges en capitaux propres					(775)		185	78 168	77 578
Au 31 décembre 2012	31 943 829	32 421 753	32 964	25 443	318 135	(9 192)	1 148	78 168	446 654

(1) Augmentations de capital liées à l'exercice des stock-options.

(2) Incidence variations de périmètre (830 k€) et reclassements.

(3) Incidence des variations de périmètre ANOTECH ENERGY France, ANOTECH ENERGY UK et ATEXIS SPAIN

**Variation des capitaux propres part des intérêts minoritaires
(en milliers d'euros)**

	Réserves	Résultat	Capitaux Propres
Au 31 décembre 2010	254	72	326
Affectation résultat 2010	72	(72)	0
Variation de périmètre (1)	101		101
Résultat 2011		38	38
	427	38	465
Affectation résultat 2011	38	(38)	0
Variation de périmètre (2)	(248)		(248)
Résultat 2012		234	234
	218	234	452

(1) En 2011, la variation de périmètre se rapporte à la souscription d'intérêts minoritaires au capital des sociétés INTESIMA GMBH et ATEXIS SPAIN.

(2) En 2012, la variation de périmètre se rapporte au rachat des titres d'actionnaires minoritaires des sociétés ANOTECH ENERGY France, ANOTECH ENERGY UK et ATEXIS SPAIN.

2. NOTES AUX ETATS FINANCIERS

2.1 INFORMATIONS GENERALES SUR LE GROUPE

Le Groupe ALTEN est leader européen sur le marché de l'Ingénierie et du Conseil en Technologie (ICT). Société anonyme à Conseil d'administration soumise au droit français, ALTEN, société mère et tête de Groupe, a son siège social situé 40 avenue André Morizet à Boulogne Billancourt (92513). La société a été constituée le 28 octobre 1988 avec une durée de vie de 99 ans.

ALTEN réalise des projets de conception et d'études pour les Directions Techniques et Systèmes d'Information des grands comptes industriels, télécoms et tertiaires.

L'activité se scinde en deux métiers : Ingénierie et Conseil en Technologie (71 % du chiffre d'affaires) et les Systèmes d'Information Réseaux et Télécom (29 % du chiffre d'affaires).

ALTEN intervient chez ses clients selon différents types d'offre :

- en mode consulting,
- en mode « *workpackage* » ou « plateaux globalisés » (ces prestations sont réalisées pour la plupart en engagement de moyens, et facturées au temps passé ; les projets au forfait pour lesquels ALTEN est tenu à une obligation de résultat pour un prix forfaitaire représentent moins de 10 % de l'activité).

ALTEN est certifié ISO depuis 1998, et a poursuivi sa démarche de structuration du Groupe, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de processus de certification CMMI, du renforcement de la Direction des Projets Structurés par pôle de compétence, de la formation systématique des managers et consultants expérimentés à la gestion des « projets structurés ». Alten est évaluée CMMI 3 depuis 2012.

Les comptes consolidés présentés dans ce document ont été arrêtés par les Conseils d'administration des 26 février et 3 avril 2013. Sauf indication contraire, ils sont présentés en milliers d'euros.

Les comptes consolidés de l'émetteur sont publiés sur l'espace de son site internet dédié aux utilisateurs des états financiers : www.ALTEN.fr/finance/informations-financieres-ALTEN.htm.

2.1.1 Activité

L'activité de l'exercice a été marquée par une forte croissance organique (8,7 %). Le marché est resté dynamique grâce aux projets de « rupture technologique », à la poursuite du déploiement de projets en mode « *workpackage* » et à l'augmentation du recours à l'externalisation.

Les donneurs d'ordre ont poursuivi leur politique de rationalisation de leurs référencements, fondée sur (i) la pluralité des compétences et des offres en ingénierie, (ii) la capacité à gérer des projets globaux et à réaliser des gains de productivité, (iii) l'implantation à l'international et l'accès à l'*offshore/nearshore*.

Les principaux secteurs d'activité qui ont tiré la croissance sont (i) l'Automobile hors de France (16,3 % du chiffre d'affaires), (ii) L'Aéronautique Spatiale et Défense (21,9 % du chiffre d'affaires), (iii) et l'Energie et Sciences de la vie (22,6 % du chiffre d'affaires).

Le recrutement reste un enjeu majeur, ALTEN a recruté en 2012 plus de 3 200 personnes, pour assurer son développement, grâce à son savoir-faire et au contenu technologique de ses projets.

2.1.2 Restructurations juridiques

Au cours de l'exercice, le Groupe a procédé aux restructurations juridiques suivantes :

Scission d'Aerotec Engineering Gmbh

Une opération de scission de la société AEROTEC Engineering Gmbh a été réalisée et a abouti au transfert des actifs de l'activité de documentation technique vers la société ATEXIS Gmbh le 11 mai 2012 avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012.

En complément de cette opération, l'entité juridique existante AEROTEC Engineering Gmbh a changé de dénomination le 12 juin 2012 pour devenir ALTEN Technology Gmbh.

2.1.3 Acquisitions/Créations

Enea (250 consultants ; 260 MSEK de chiffre d'affaires en 2011)

Pour renforcer sa présence en Suède, ALTEN a acquis, via sa filiale X-DIN, 100 % de trois filiales du Groupe ENEA. Ces trois sociétés de Conseil en Technologies sont positionnées dans le secteur des Télécoms et viennent aussi compléter l'offre d'X-DIN. Ces sociétés sont consolidées à compter du 1^{er} janvier 2012.

Sesame (50 consultants ; 13 MHKD de chiffre d'affaires annuel 2012)

Acquisition en Chine le 24 juillet 2012 de Sesame Group, spécialisé dans les métiers des systèmes embarqués (Consolidation à compter du 1^{er} juillet 2012).

Actano (40 consultants ; 3,5 M€ de chiffre d'affaires annuel 2012)

Acquisition par MI GSO GmbH de la division Opérations en Management de Projet de la société Actano (Munich – Allemagne), permettant ainsi à MI GSO GmbH d'intégrer le top 10 des sociétés allemandes spécialisées dans ce secteur. (Consolidation à compter du 1^{er} octobre 2012).

Alten Canada

Création en novembre 2012, d'Alten Canada, société au capital social de 50 000 dollar canadien détenue à 100 % par Alten Europe.

Itekna (40 consultants – 3,4 MPLN de chiffre d'affaires annuel en 2012)

Acquisition en Pologne de 65 % du capital d'Itekna en décembre 2012. Cette société sera consolidée à compter du 1^{er} janvier 2013.

Phinergy Ltd

ALTEN Europe a pris une participation complémentaire dans le capital de Phinergy Ltd, portant ainsi sa détention de 15 % à 19,49%.

Aucune des acquisitions intervenues sur l'exercice n'impact le total du bilan, du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe de plus de 10%.

2.1.4 Sorties de périmètre

Les sociétés INTESIMA (en Allemagne), IMP CZECH (en République Tchèque), AEROTEC AG (en Suisse) et SD PARTNERS (en Angleterre), liquidées ou en cours de liquidation ont été sorties du périmètre de consolidation. Ces sorties de périmètre n'ont aucun impact significatifs sur les comptes consolidés 2012.

2.1.5 Dividendes

Au cours du premier semestre, et au titre de l'exercice 2011, 31,8 M€ de dividendes ont été versés aux actionnaires d'ALTEN SA.

2.1.6 Autres informations

- La société ALTEN SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009 faisant à ce stade état d'une proposition de rectification non significative provisionnée dans les comptes, et qui fait l'objet d'une contestation.
- En décembre 2012, le Groupe a confirmé ses lignes de crédit, dans le cadre d'un « club deal » et dispose ainsi de 150 millions d'euros de financement (cf. note 2.3 Facteurs de risques financiers).

2.1.7 Evènement postérieur à la clôture

Un contrôle URSSAF portant sur les exercices 2011 et 2012 a commencé début 2013 sur ALTEN SA.

2.2 PRINCIPES COMPTABLES

En application du règlement n°1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Ces normes sont disponibles sur le site internet de la Commission Européenne : ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias.fr.htm.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2012 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2012 ont été appliquées par le Groupe :

Normes, amendements ou interprétations	Dates d'adoption par l'union européenne	Date d'application exercices ouverts à compter du
Amendements à IFRS 7 "Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers".	23 novembre 2011	1 juillet 2011

Cet amendement est sans incidence significative sur le Groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2012. Il s'agit des normes suivantes :

Normes, amendements ou interprétations	Date d'application exercices ouverts à compter du
Amendements IAS 19 révisée - Avantages post-emploi	1 janvier 2013
Amendement à IAS 1 "Présentation des autres éléments du résultat global (OCI)"	1 juillet 2012
Amélioration annuelles (cycle 2009-2011)	1 janvier 2013
IFRS 10 - Etats financiers consolidés	1 janvier 2014
IFRS 11 - Accords conjoints	1 janvier 2014
IFRS 12 - Information à fournir sur les participations dans d'autres entités	1 janvier 2014
IAS 28 Révisée - Participation dans des entreprises associées	1 janvier 2014
Amendement à IAS 32 - Compensation des actifs et passifs financiers	1 janvier 2014
Amendement à IFRS 7 - Informations à fournir - compensation des actifs et passifs financiers	1 janvier 2013

Seule l'application de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel » aura un impact sur les comptes consolidés du Groupe ALTEN. En effet, la prise en compte immédiate et en totalité des écarts actuariels deviendra obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013. Au 31 décembre 2012, après application de la méthode du corridor dans chacune des filiales, il reste un écart actuariel non reconnu de 895 K€ (versus 485 K€ au 31 décembre 2011).

Les nouvelles normes et interprétations ne pouvant pas être appliquées de manière anticipée pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 et rentrant en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013 ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe ALTEN.

2.2.1 Estimations de la Direction

L'établissement des états financiers dans le cadre conceptuel des normes IFRS requiert de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont réalisées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement de la situation consolidée portent sur l'évaluation des écarts d'acquisition (note 3.1), les titres disponibles à la vente (note 3.4), les compléments de prix (notes 3.9 et 3.11), les indemnités de fin de carrière et les provisions (note 3.12) et les crédits d'impôts recherche (note 2.2.22).

Dans le contexte actuel de conjoncture économique très évolutive, l'appréhension des perspectives d'activité du Groupe est rendue plus complexe et le caractère aléatoire de certaines estimations peut se trouver amplifié, en particulier s'agissant des prévisions de résultat et de flux de trésorerie.

2.2.2 Indicateurs financiers

Le Groupe utilise comme principaux indicateurs financiers :

- Le chiffre d'affaires,
- Le « Résultat Opérationnel d'Activité » ROA, c'est-à-dire le résultat opérationnel, avant prise en compte des charges sur stock options (qui ne donnent jamais lieu à décaissement), résultats de cession d'actifs, dépréciations des écarts d'acquisition, et autres éléments inhabituels non récurrents et non directement liés à l'activité,
- Le « Résultat Opérationnel Courant » ROC, c'est-à-dire le Résultat Opérationnel d'Activité après prise en charge des paiements fondés sur des actions,
- Le « Résultat Opérationnel » RO, c'est-à-dire le résultat opérationnel courant après prise en compte des résultats de cession d'actifs, dépréciations des écarts d'acquisition et autres éléments inhabituels non récurrents et non directement liés à l'activité,
- Le taux de Résultat Opérationnel d'Activité qui est le rapport entre le Résultat Opérationnel d'Activité et le chiffre d'affaires, mesure la performance opérationnelle d'activité, hors éléments non récurrents et non directement liés à l'activité,
- Le ratio d'endettement financier (endettement financier net / capitaux propres),
- Le gearing, à savoir le ratio d'endettement financier net e sur les capitaux propres consolidés.

2.2.3 Segments opérationnels

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009, l'information sectorielle est le reflet du système d'information interne utilisé par la Direction du Groupe aux fins décisionnelles. Le Groupe analyse son activité par zones géographiques, distinguant France et hors France (cf. note 3.22).

2.2.4 Conversion des comptes libellés en devise étrangère

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la maison-mère.

Les états financiers des sociétés étrangères n'appartenant pas à la zone euro sont établis selon la monnaie fonctionnelle de l'entité convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan (à l'exception des capitaux propres) aux cours de clôture ;
- les capitaux propres au taux historique ;
- le compte de résultat au taux moyen de la période ;
- les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres dans la rubrique « Réserves de conversion » incluse dans les capitaux propres.

Les taux de conversion des monnaies étrangères sont présentés ci-après :

Pays	Devise	Exercice 2012		Exercice 2011	
		Cours moyen	Cours de clôture	Cours moyen	Cours de clôture
Suisse	CHF 1 = EUR	0,829655	0,828363	0,810373	0,822639
Grande Bretagne	GBP 1 = EUR	1,232878	1,225340	1,152339	1,197175
Roumanie	RON 1 = EUR	0,224313	0,224997	0,235927	0,231305
Etats Unis	USD 1 = EUR	0,777847	0,757920	0,718546	0,772857
Pologne	PLN 1 = EUR	0,238986	0,245459	0,242795	0,224316
République Tchèque	CZK 1 = EUR	0,039768	0,039760	0,040669	0,038779
Suède	SEK 1 = EUR	0,114854	0,116523	0,110771	0,112208
Inde	INR 1 = EUR	0,014571	0,013782	0,015416	0,014553
Brésil	BRL 1 = EUR	0,398451	0,369877	0,429941	0,413924
Nigéria	NGN 1 = EUR	0,004878	0,004855		
Chine	CNY 1 = EUR	0,124579	0,121644		
Hong Kong	HKD 1 = EUR	0,101207	0,097790		
Canada	CAD 1 = EUR	0,778220	0,761209		

2.2.5 Ecart d'acquisition

Les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise qui répondent à la définition d'actifs ou passifs identifiables sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La date d'acquisition, à partir de laquelle le Groupe consolide les comptes de l'entreprise acquise, correspond à la date de sa prise de contrôle effective.

A la date d'acquisition, les passifs éventuels de l'entreprise acquise sont reconnus comme des passifs et comptabilisés à leur juste valeur lorsque celle-ci peut être évaluée de façon fiable.

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Le Groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la valorisation de ces actifs et passifs. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou aux Groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisition. Le Groupe ALTEN réalise des tests de dépréciation des écarts d'acquisition dès qu'un indice de

perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an. Les pertes de valeur de l'écart d'acquisition ne sont pas réversibles (cf note 2.2.8).

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition, après vérification du processus d'identification et d'évaluation des différents éléments pris en compte dans son calcul.

2.2.6 Immobilisations incorporelles

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou en vente ;
- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Toutes les dépenses pouvant être directement attribuées à la création, la production et la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée sont immobilisées.

Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation des immobilisations concernées.

Les systèmes d'information sont amortis sur 6 à 10 ans. Le projet Vision qui recouvre la mise en place d'un ERP au sein du Groupe ALTEN est amorti sur une durée de 10 ans depuis le 1^{er} janvier 2009.

Les valeurs résiduelles et les durées de vie attendues sont revues au moins une fois par an et sont modifiées si les attentes diffèrent sensiblement des estimations précédentes.

2.2.7 Immobilisations corporelles

• Valeurs brutes

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les valeurs résiduelles et les durées de vie attendues sont revues au moins une fois par an et sont modifiées si les attentes diffèrent sensiblement des estimations précédentes.

• Amortissements

La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisation, dont les principales sont les suivantes, amorties linéairement :

- | | |
|--------------------------------|------------|
| - Matériel informatique | 2 à 5 ans |
| - Matériel de transport | 3 à 5 ans |
| - Matériel de bureau | 3 à 5 ans |
| - Agencements et installations | 3 à 10 ans |
| - Constructions | 25 ans |

2.2.8 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Pour les écarts d'acquisition, à durée de vie indéfinie, ce test est effectué au minimum une fois par an.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs. Les UGT correspondent essentiellement aux entités juridiques en France et à des Groupes d'entités juridiques à l'étranger.

La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés.

Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

La nécessité de constater une dépréciation est appréciée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (*Discounted Cash Flow*), pour lesquels le Groupe s'attend à obtenir les flux de l'unité génératrice de trésorerie. Cette projection est fondée sur les hypothèses suivantes (cf. note 3.1) :

- Budget financier sur 4 ans, établi par entité et validé par la Direction Financière du Groupe, remis à jour lors de l'exercice budgétaire de fin d'année. Les flux de trésorerie au-delà de 4 ans sont extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance à l'infini ;
- Taux de croissance à l'infini : ce taux de croissance n'excède pas le taux moyen de croissance à long terme du secteur d'activité ;
- Coût moyen pondéré du capital, résultante des taux sans risque, prime de risque, coefficient bêta et le cas échéant d'une prime complémentaire ;
- Table de sensibilité.

Les taux d'actualisation utilisés sont des taux nets d'impôt.

2.2.9 Contrats de location

Les contrats de location d'immobilisations incorporelles et corporelles pour lesquelles le Groupe ALTEN supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font l'objet à ce titre d'un retraitement. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17- Contrats de location.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations incorporelles et corporelles. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figure en passif financier).

Les locations simples sont présentées dans les engagements financiers (note 4.5).

2.2.10 Participations mises en équivalence

En application de la norme IAS 28 – Participations dans des entreprises associées, les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées en utilisant la méthode de la mise en équivalence et sont présentées distinctement dans les actifs à long terme. La quote-part du Groupe dans les résultats de ces participations est présentée comme un élément distinct au compte de résultat.

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation est initialement enregistrée au coût puis la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

2.2.11 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des prêts et créances rattachés ou non à des participations, des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (dépôts et cautionnements...).

ALTEN détient des participations dans des sociétés sans exercer une influence notable ou le contrôle. Ces titres de participation non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont donc évalués à leur juste valeur à chaque clôture. Ils sont inclus dans les actifs non courants, sauf si le Groupe compte les vendre dans les douze mois suivant la date de clôture. La juste valeur est déterminée par référence au dernier cours de Bourse connu pour les titres cotés. En l'absence de marché actif, ils sont inscrits au bilan au montant que le Groupe estime comme représenter leur juste valeur. La valeur d'utilité est déterminée en fonction de critères financiers tels que quote-part de capitaux propres, l'actif net réévalué et/ou les perspectives de rentabilité. En cas de baisse durable de leur juste valeur, une perte de valeur est constatée. Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres ou en résultat dès lors que la dépréciation est jugée irréversible.

2.2.12 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux recouvrables, selon la méthode du report variable. Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Les déficits fiscaux reportables font l'objet d'une reconnaissance d'impôt différé à l'actif du bilan lorsque leur récupération apparaît probable. La recouvrabilité de ces impôts est appréciée en fonction des budgets de l'entité et de la réglementation fiscale en vigueur dans le pays. Les perspectives sont établies sur une durée de 3 ans et les hypothèses sont revues au moins une fois par an.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.2.13 Créances clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une dépréciation pour tenir compte de difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.2.14 Autres actifs courants

Ils sont évalués à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.2.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires à vue, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (échéance inférieure à 3 mois à l'origine) et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Conformément à la norme IAS 7, les concours bancaires courants sont traités comme ses éléments de financement dans le tableau des flux de trésorerie.

2.2.16 Actions propres

Toutes les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Le produit de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus-ou-moins values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

2.2.17 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Le Groupe s'appuie sur ses avocats pour évaluer la probabilité de réalisation des risques et l'estimation des provisions.

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions destinées à couvrir des litiges et contentieux du Groupe dont le dénouement est supérieur à un an,
- les provisions pour indemnités de fin de carrière.

Les provisions courantes incluent pour l'essentiel les provisions destinées à couvrir des litiges et contentieux dont le dénouement est prévu à court terme.

Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque leur échéance est estimée supérieure à un an et lorsque leur montant présente un caractère significatif pour le Groupe.

Une provision pour restructuration est comptabilisée dès lors que le Groupe a approuvé un plan formalisé de restructuration et a soit commencé à exécuter le plan, soit la rendu public.

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat sont inférieurs aux coûts directs devant être engagés pour satisfaire aux engagements contractualisés.

• Avantages au personnel

Le Groupe offre des avantages à travers des régimes à cotisations définies. Dans le cadre de ces régimes, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes portées en charge au compte de résultat sur l'exercice.

Le Groupe n'a pas mis en place d'avantages au personnel dans le cadre de régimes à prestations définies. Son engagement se limite aux indemnités de fin de carrière qui, conformément à la norme IAS 19 – Avantages du personnel, sont évaluées par un actuair indépendant, suivant la méthode des unités de crédits projetées.

Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement deux types d'hypothèses (cf. note 4.6) :

- **Hypothèses financières**

- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation ;
- un taux de revalorisation des salaires ;
- un taux de charges sociales patronales.

- **Hypothèses démographiques**

- une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à soixante cinq ans à l'âge auquel le salarié français aura atteint le nombre d'années de cotisations pour obtenir une retraite complète au titre du régime général de l'assurance vieillesse ;
- les tables de mortalité selon l'INSEE ;
- un taux moyen de rotation du personnel, par tranche d'âge et catégories de salariés ;
- les âges de premier emploi ;
- le nombre de salariés mis à la retraite.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans. Les gains et pertes actuariels générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime sont reconnus en résultat par étalement sur la durée de vie résiduelle attendue des salariés (méthode du corridor).

2.2.18 Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes financières à long terme, les découverts bancaires.

La ventilation entre passifs financiers courants et non courants s'effectue en fonction de l'échéance à court ou long terme des éléments qui composent ces rubriques.

2.2.19 Autres passifs

Les autres passifs sont composés de dettes sociales, fiscales, autres dettes et des produits constatés d'avance, et des compléments de prix.

Les passifs non courants comprennent essentiellement les comptes épargne temps et les dettes envers des anciens actionnaires de certaines filiales acquises au cours des années passées (clause de complément de prix). A la date de la reconnaissance de la dette, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissements futurs actualisés au taux du marché, si le montant est significatif.

La ventilation entre autres passifs courants et non courants s'effectue en fonction de l'échéance à court ou long terme des éléments qui composent ces rubriques.

2.2.20 Engagements de rachats de minoritaires

Conformément aux normes IAS 27 « Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales » et IAS 32 « Instruments financiers », les engagements liés à l'achat d'intérêts minoritaires fermes sont assimilés à un rachat d'actions et sont enregistrés en autres passifs avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires. Le différentiel existant entre la juste valeur de l'engagement de rachat et le prix contractuel est constaté en résultat financier.

2.2.21 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les revenus du Groupe sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus et sont constitués de la facturation (émise ou à établir) de prestations :

- en régie : le revenu est égal au temps passé multiplié par un taux horaire, journalier ou mensuel ;
- au forfait : le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement, proportionnellement aux dépenses engagées. Les contrats déficitaires donnent lieu à la constatation d'une provision pour perte à terminaison correspondant à la perte totale attendue sous déduction des pertes déjà appréhendées à l'avancement. Les opérations au forfait représentent moins de 10 % du chiffre d'affaires.

- En mode «workpackage» : la reconnaissance du revenu diffère selon la nature de l'engagement de moyens. Lorsque le workpackage s'apparente à une régie globalisée, le revenu est égal au temps passé multiplié par un prix de vente horaire journalier ou mensuel ; s'il s'agit d'un plateau externalisé, pour lequel la facturation est forfaitisée, mensuellement, voire trimestriellement, le revenu est reconnu sur une base mensuelle, selon le montant du forfait, de façon indépendante des temps réellement passés par les consultants ; enfin s'il s'agit d'un workpackage en engagements de service, le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de la réception/validation par le client des livrables et/ou des indicateurs de performance (unités d'œuvre) pour lesquels le prix est déterminé dans le contrat de «workpackage».

2.2.22 Subventions et crédits d'impôt

Les subventions d'exploitation et les crédits d'impôts sont inscrits en déduction des charges par nature qu'ils sont destinés à compenser (essentiellement aux frais de personnel pour les crédits d'impôts recherche).

2.2.23 Plan de souscription d'actions

Des options de souscription d'actions sont accordées à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées par un expert indépendant à la date d'octroi. Le Groupe utilise pour les valoriser le modèle Black and Sholes.

Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le Groupe estime correspondre au moins à leur période d'indisponibilité fiscale. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres.

2.2.24 Autres produits et charges non courants

Les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante sont classées en « autres produits et autres charges non courants », conformément à la recommandation du CNC du 2 juillet 2009. Elles comprennent notamment :

- les plus ou moins values de cessions ou dépréciations importantes et inhabituelles d'actifs, corporels ou incorporels ;
- les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- les provisions et autres frais de matérialité très significatifs notamment les frais d'acquisition de titres ;
- les opérations à caractère non récurrent.

2.2.25 Résultat Financier

Le résultat financier se compose du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers.

- **Coût de l'endettement financier net**

Il comprend :

- les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie, résultat de cession d'équivalents de trésorerie) ;
- le coût de l'endettement financier brut (charges d'intérêt sur opérations de financement).

- **Autres produits et charges financiers**

Les autres produits et charges financiers comprennent des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du coût de l'endettement financier net :

- les produits financiers (dividendes, profits sur cession de titres non consolidés, produits d'intérêts et produits de cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie), gains de change, produits financiers d'actualisation, variation positive de juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat, autres produits financiers) ;
- les charges financières (dépréciation de titres non consolidés, pertes sur cession de titres non consolidés, dépréciations et pertes sur cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie), perte de change, charges financières d'actualisation, variation négative de juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat, autres charges financières).

2.2.26 Information sur le résultat net par action et résultat dilué par action

Le résultat net par action s'obtient par le rapport du résultat sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, en excluant les actions auto-détenues.

Le résultat net dilué par action s'obtient par le rapport du résultat net sur le nombre potentiel moyen pondéré d'actions ajusté des effets de toutes les actions potentiellement dilutives (bons de souscription, options, actions gratuites). L'effet des dilutions s'obtient par le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs, déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix de marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice. Il est tenu compte de l'effet dilutif de l'instrument de capitaux propres dès lors que le prix d'exercice est inférieur au cours moyen du marché des actions ordinaires.

2.3 FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

- **Risque de liquidité**

Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau suffisant de liquidité et de disposer de ressources financières grâce à des facilités de crédits appropriées et d'être à même de dénouer ses positions sur le marché.

Le Groupe maintient une flexibilité financière en disposant de lignes de crédit ouvertes confirmées et non utilisées (à la clôture de l'exercice) d'un montant de 170 M€, dont 150 M€ confirmées en décembre 2012 dans le cadre d'un « club deal » pour une durée maximale de 3 ans et de lignes de crédit à court terme non confirmées, renouvelables annuellement pour un montant de 21.5 M€.

Ce « club deal » impose les ratios suivants à respecter semestriellement et annuellement (et pour la première fois au 30 juin 2013) tant que le contrat sera en vigueur et tant qu'une avance sera en cours :

- Ratio 1 - « Endettement financier net consolidé/ Résultat opérationnel d'activité consolidé ». Ce ratio doit être inférieur à 2,1.
- Ratio 2 - « Endettement financier net consolidé/ Fonds propres améliorés ». Ce ratio doit être inférieur à 0,7.

Au 31 décembre 2012, ces ratios sont respectés.

• **Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière dans l'hypothèse où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le Groupe n'a pas de concentration importante de risque de crédit.

Voir note 3.6 Actifs Courants – répartition du portefeuille des créances clients par ancienneté.

• **Risques encourus en cas de variation des taux d'intérêts**

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient du « club deal » mis en place en décembre 2012 qui est indexé sur l'Euribor de la période d'intérêts considérée.

Il encourt donc un risque de variation de taux en fonction des évolutions de l'indice de référence. Du fait de la structure de ses financements, le Groupe n'a pas mis en place de couverture de taux. Au 31 décembre 2012, cette ligne de crédit n'étant pas utilisée, le Groupe n'est pas exposé au risque de taux.

• **Risques de change**

La majorité des opérations se réalisant à l'intérieur de chaque pays, le risque de change portant sur les flux entre zones monétaires différentes reste limité. Le risque étant limité, le Groupe n'a pas mis en place de couverture de change. La principale devise pour laquelle le groupe est exposé à un risque de change est la couronne suédoise (SEK)

(en millions de devises)	2012	2011
	SEK	SEK
Créances commerciales	255	156
Dettes fournisseurs	41	18
Exposition bilancielle brute	214	138

La répartition du chiffre d'affaires par pays hors zone euro est présentée ci-dessous :

Chiffre d'affaires consolidé	2012		2011	
	(en M€)	(en % du CA)	(en M€)	(en % du CA)
Suède	110,5	9,2%	70,5	6,6%
United Kingdom	29,2	2,4%	43,4	4,1%
USA	14,4	1,2%	21,3	2,0%
Autres	9,7	0,8%	2,0	0,2%
Total CA exposé en devise	163,8	13,7%	137,2	12,9%
Total chiffre d'affaires consolidé	1 198,0	100%	1 065,7	100%

2.4 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle mentionnés ci-dessous intègrent les engagements fermes ou conditionnels de cessions d'intérêts minoritaires, même si les cessions n'ont pas encore été réalisées, conformément aux normes IFRS-3 et IAS 27 révisées.

France

Nom de la société	N° Siret	Méthode de Consolidation (*)	% d'intérêt	% de contrôle
ALTEN SA (1)	34860741700055	IG	-	-
ALTEN SIR	40035788500021	IG	100,00	100,00
ALTEN TRAINING CENTER	35390354500062	IG	99,70	99,70
ALTEN SUD-OUEST	40419144700048	IG	100,00	100,00
MI-GSO	38054561600050	IG	100,00	100,00
ALTEN CASH MANAGEMENT	48011617700019	IG	100,00	100,00
ALTEN EUROPE	48016830100012	IG	100,00	100,00
ELITYS CONSULTING	48420799800010	IG	100,00	100,00
PEGASE SI	48484024400012	IG	100,00	100,00
ATEXIS FRANCE	43904555000019	IG	100,00	100,00
ALTEN AEROSPACE	48761023100019	IG	100,00	100,00
AVENIR CONSEIL FORMATION	40246017400038	IG	100,00	100,00
ANOTECH ENERGY france	49304667600018	IG	99,00	100,00
HP11	49967035400012	IG	100,00	100,00
B2I AUTOMOTIVE	45341899800028	IG	100,00	100,00
ALTEN SIR GIS	52190314600012	IG	51,00	51,00
ID.APPS	52910153700015	IG	100,00	100,00
APTECH SAS	53296422800011	IG	100,00	100,00

(*) IG = Intégration globale

(1) Société consolidante.

Hors France

Nom de la société	Méthode de Consolidation (*)	% d'intérêt	% de contrôle	Pays d'activité
ANOTECH ENERGY UK	IG	98,96	100,00	Grande-Bretagne
ALTEN LTD	IG	100,00	100,00	Grande-Bretagne
MI-GSO LTD	IG	100,00	100,00	Grande-Bretagne
ALTEN BELGIUM	IG	100,00	100,00	Belgique
ALTEN SPAIN	IG	100,00	100,00	Espagne
ATEXIS SPAIN	IG	100,00	100,00	Espagne
ALTEN NEDERLAND (4)	IG	100,00	100,00	Pays-Bas
ALTEN DDA (2)	IG	100,00	100,00	Pays-Bas
ORION	IG	100,00	100,00	Pays-Bas
ELITYS SWITZERLAND SA	IG	100,00	100,00	Suisse
ALTEN SWITZERLAND SARL	IG	100,00	100,00	Suisse
ALTEN CONSULTING SARL	IG	100,00	100,00	Suisse
ALTEN ITALIA	IG	100,00	100,00	Italie
MI-GSO GMBH	IG	100,00	100,00	Allemagne
ALTEN TECHNOLOGY GMBH (1)	IG	100,00	100,00	Allemagne
ATEXIS GMBH	IG	100,00	100,00	Allemagne
ALTEN GMBH	IG	100,00	100,00	Allemagne
BARDENHEUER	IG	100,00	100,00	Allemagne
IMP POLAND	IG	100,00	100,00	Pologne
ALTEN SI TECHNO ROMANIA	IG	100,00	100,00	Roumanie
ATEXIS SRL	IG	100,00	100,00	Roumanie
X DIN AB	IG	100,00	100,00	Suède
X DIN ÖRESUND (3)	IG	100,00	100,00	Suède
X DIN STOCKHOM (3)	IG	100,00	100,00	Suède
X DIN LINKÖPING (3)	IG	100,00	100,00	Suède
X-DIN INC	IG	100,00	100,00	Etats-Unis
ALTEN INDIA	IG	100,00	100,00	Inde
CALSOFT LABS INDIA	IG	100,00	100,00	Inde
CALSOFT LABS INC. (USA)	IG	100,00	100,00	Etats-Unis
ANOTECH DO BRASIL	IG	100,00	100,00	Brésil
ANOTECH NIGERIA	IG	100,00	100,00	Nigéria
ALTEN CANADA	IG	100,00	100,00	Canada
SESAME GROUP BEIJING	IG	100,00	100,00	Chine
SESAME GROUP LIMITED	IG	100,00	100,00	Hong Kong

(*) IG = Intégration globale

(1) Nouvelle dénomination d'AEROTEC ENGINEERING GMBH

(2) Nouvelle dénomination de DDA GROEP BV

(3) Nouvelle dénomination des sociétés ENEA acquises en janvier 2012

(4) Nouvelle dénomination d'ALTEN PTS

3. DETAIL DES COMPTES CONSOLIDES

3.1 ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition, affectés par pays, se répartissent comme suit :

En milliers d'Euros

VALEURS BRUTES	France	Grande-Bretagne	Belgique	Pays-Bas	Espagne	Allemagne	Italie	Suisse	Roumanie	Suède	Etats-Unis	Chine	Total
31/12/2010	104 111	5 067	3 104	12 824	27 514	17 218	7 783	1 100	1 389	15 983			194 112
Ajustements de compléments de prix	199									599			798
Acquisitions (1)						910					6 347		7 256
Reclassements	1 100							(1 100)					
31/12/2011	105 410	5 067	3 104	12 824	27 514	18 127	7 783		1 389	16 582	6 347		204 144
Ajustements de compléments de prix	(33)												(33)
Acquisitions (2)						2 230				10 693		3 282	16 205
Reclassements													
31/12/2012	105 377	5 067	3 104	12 824	27 514	20 357	7 783		1 389	27 275	6 347	3 282	220 339

DEPRECIATIONS	France	Grande-Bretagne	Belgique	Pays-Bas	Espagne	Allemagne	Italie	Suisse	Roumanie	Suède	Etats-Unis	Chine	Total
31/12/2010	7 837	3 852			2 573	1 929	600			344			14 435
Dotations (3)	3 131												3 131
31/12/2011	10 448	3 852			2 573	1 929	600			344			17 744
Dotations													
31/12/2012	10 448	3 852			2 573	1 929	600			344			17 744

VALEURS NETTES	France	Grande-Bretagne	Belgique	Pays-Bas	Espagne	Allemagne	Italie	Suisse	Roumanie	Suède	Etats-Unis	Chine	Total
31/12/2010	96 274	1 215	3 104	12 824	24 941	15 289	7 183	1 100	1 044	15 639			179 477
31/12/2011	94 942	1 215	3 104	12 824	24 941	16 198	7 183		1 044	16 582	6 347		184 400
31/12/2012	94 909	1 215	3 104	12 824	24 941	18 428	7 183		1 044	27 275	6 347	3 282	200 572

- (1) En 2011, l'augmentation de 7 256 K€ des écarts d'acquisition résulte de l'acquisition des sociétés Calsoft Labs aux Etats-Unis et en Inde, ainsi que Bardenheuer en Allemagne.
- (2) En 2012 :
 - a. Acquisition de 3 sociétés en Suède (X DIN Oresund, X DIN Services Stockholm et X DIN Services Linköping). Cette acquisition a été réalisée pour un montant d'environ 15 millions d'euros sans earn-out.
 - b. Acquisition d'une activité d'ingénierie en Allemagne et de deux sociétés en Chine.
- (3) En 2011 : la dépréciation exceptionnelle de 3 131 K€ concerne la société Winwise en France.

Le tableau ci-après décrit les principaux facteurs de modélisation des hypothèses retenues pour le calcul des tests de perte de valeur de l'exercice pour chaque regroupement d'UGT :

Pays	2012				2011			
	Valeur des écarts d'acquisition	Taux de croissance moyen annuel du CA sur 2013-2016	Taux de croissance à perpétuité	Coût moyen pondéré du capital (WACC)	Valeur des écarts d'acquisition	Taux de croissance moyen annuel du CA sur 2012-2015	Taux de croissance à perpétuité	Coût moyen pondéré du capital (WACC)
France	94 909	4%	2%	9,50%	94 942	3%	2%	10,23%
Allemagne	18 428	10%	2%	9,50%	16 198	2%	2%	10,23%
Espagne	24 941	1%	2%	10,16%	24 941	2%	2%	10,88%
Pays-Bas	12 824	4%	2%	9,50%	12 824	3%	2%	10,23%
Belgique	3 104	5%	2%	9,50%	3 104	3%	2%	10,23%
Italie	7 183	5%	2%	10,04%	7 183	1%	2%	10,88%
Suède	27 275	7%	2%	9,50%	16 582	2%	2%	10,23%
Etats-Unis	6 347	10%	2%	9,50%	6 347	3%	2%	10,23%
Grande Bretagne	1 235	16%	2%	9,50%	1 235	3%	2%	10,23%
Roumanie	1 044	7%	2%	9,50%	1 044	2%	2%	10,23%
Chine	3 282	6%	2%	9,50%				

Les hypothèses de taux de croissance et du coût moyen pondéré du capital utilisées dans la valorisation de l'ensemble des unités génératrices de trésorerie ont été revues en accord avec l'évolution des données globales de marché.

L'évolution des taux d'actualisation résulte essentiellement de la mise à jour du coefficient bêta.

Une prime de risque « pays » est déterminée pour l'Espagne et l'Italie.

Les principales hypothèses opérationnelles utilisées dans la construction budgétaire sont en ligne avec les données historiques observées pour chaque UGT.

Le Groupe présente des analyses de sensibilité aux hypothèses clé sur le WACC, le taux de croissance à perpétuité, le chiffre d'affaires normatif et le résultat opérationnel d'activité (ROA) normatif. Les résultats de ces analyses, en matière de dépréciation des écarts d'acquisition sont résumés dans le tableau ci-dessous. Pour les besoins du test, seules les sociétés auxquelles un écart d'acquisition est affecté sont présentées ci-dessous. A ce titre, un pays peut regrouper plusieurs entités sans pour autant présenter l'intégralité des valeurs d'utilités du pays.

2012

Pays	Valeur des écarts d'acquisition	(****) Marge du test	(*) WACC + 1 point	(**) Taux de croissance nul	(***) Taux de croissance du Chiffre d'affaires normalif - 2 points	(****) Taux ROA normalif - 1 point
France	94 909	344 731	-	-	-	-
Allemagne	18 428	93 514	-	-	-	-
Espagne	24 941	3 936	-	-	-	-
Pays-Bas	12 824	27 932	-	-	-	-
Belgique	3 104	22 308	-	-	-	-
Italie	7 183	9 113	-	-	-	-
Suède	27 275	93 882	-	-	-	-
Etats-Unis	6 347	1 480	(253)	(507)	-	(544)
Grande Bretagne	1 235	70 680	-	-	-	-
Roumanie	1 044	2 798	-	-	-	-
Chine	3 282	721	-	-	-	-
Total	200 572	671 095	(253)	(507)	0	(544)

(*) A taux de croissance constant

(**) A taux d'actualisation constant

(***) A taux de croissance et d'actualisation constant

(****) Marge du test = Valeur d'utilité - valeur des écarts d'acquisition

2011

Pays	Valeur des écarts d'acquisition	(****) Marge du test	(*) WACC + 1 point	(**) Taux de croissance nul	(***) Taux de croissance du Chiffre d'affaires normalif - 2 points	(****) Taux ROA normalif - 1 point
France	94 942	382 776	-	-	-	-
Allemagne	16 198	57 375	-	-	-	-
Espagne	24 941	16 323	-	-	-	-
Pays-Bas	12 824	49 156	-	-	-	-
Belgique	3 104	44 666	-	-	-	-
Italie	7 183	2 871	-	-	-	-
Suède	16 582	68 500	-	-	-	-
Etats-Unis	6 347	6 871	-	-	-	-
Grande Bretagne	1 235	34 585	-	-	-	-
Roumanie	1 044	1 818	-	-	-	-
Total	184 400	664 941	0	0	0	0

(*) A taux de croissance constant

(**) A taux d'actualisation constant

(***) A taux de croissance et d'actualisation constant

(****) Marge du test = Valeur d'utilité - valeur des écarts d'acquisition

3.2 IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

En milliers d'Euros

<u>VALEURS BRUTES</u>	INCORPORELLES	CORPORELLES	TOTAL
31/12/2010	25 696	32 945	58 641
Variations de périmètre	219	1 022	1 242
Variations de change	(26)	(53)	(79)
Acquisitions et virements	1 884	7 522	9 405
Cessions et mises au rebut (1)	(141)	(3 591)	(3 732)
31/12/2011	27 632	37 845	65 477
Variations de périmètre	(2 486)	1 018	(1 468)
Variations de change	(10)	41	31
Acquisitions et virements	4 834	7 405	12 238
Cessions et mises au rebut (1)	(275)	(4 359)	(4 634)
31/12/2012	29 694	41 950	71 644

<u>AMORTISSEMENTS</u>	INCORPORELLES	CORPORELLES	TOTAL
31/12/2010	14 240	23 595	37 835
Variations de périmètre	107	322	429
Variations de change	(16)	5	(11)
Dotations et virements (2)	3 580	4 367	7 947
Diminutions	(137)	(3 052)	(3 189)
31/12/2011	17 774	25 236	43 011
Variations de périmètre	(159)	655	497
Variations de change	(3)	55	53
Dotations et virements (3)	2 303	6 053	8 355
Diminutions	(275)	(4 111)	(4 386)
31/12/2012	19 641	27 889	47 530

<u>VALEURS NETTES (4)</u>	INCORPORELLES	CORPORELLES	TOTAL
31/12/2010	11 456	9 350	20 806
31/12/2011	9 857	12 609	22 466
31/12/2012	10 053	14 061	24 114

- (1) Concerne essentiellement les mises au rebut d'agencements dans le cadre de transfert d'établissement.
- (2) La durée d'utilisation de certains logiciels a été réduite sur l'exercice. A ce titre, un amortissement exceptionnel de 1 M€ a été pratiqué.
- (3) L'augmentation de la dotation aux immobilisations corporelles résulte essentiellement de la nature des acquisitions d'agencements amortie sur une durée plus courte en comparaison aux autres natures d'agencements acquises les années précédentes.

(4) Dont locations financières :	INCORPORELLES	CORPORELLES	TOTAL
Au 31/12/2010	1 641	445	2 086
Au 31/12/2011	1 426	606	2 032
Au 31/12/2012	1 223	796	2 018

3.3 PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE

(en milliers d'euros)	Montant
Au 31 décembre 2010	-
Entrée de périmètre (1)	1 681
Ecart d'acquisition	543
Résultat de l'exercice	804
Au 31 décembre 2011	3 027
Résultat de l'exercice	1 689
Au 31 décembre 2012	4 717

(1) Quote-part de capitaux acquise dont 830 K€ correspondant au transfert en capitaux propres de la variation de la réévaluation des titres antérieurement détenus, selon la méthode du coût (en application de la norme IAS 28.11).

Sélection d'éléments bilanciels de notre participation mise en équivalence :

ACTIF	31/12/12 (en K€)	PASSIF	31/12/12 (en K€)
Actifs immobilisés	628		
Créances clients et autres créances	11 347	Fournisseurs et autres dettes	7 449

3.4 ACTIFS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	Note	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (1)	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total
Total des actifs financiers au 31/12/2010		11 303	374 496	57 992	443 791
Actifs financiers disponibles à la vente		18 681			18 681
Dépôts et cautionnements			3 966		3 966
Autres actifs long terme			2 329		2 329
Total actifs financiers non courants		18 681	6 295		24 976
Créances clients et comptes rattachés	3.6		385 972		385 972
Autres actifs courants (*)	3.6		5 984		5 984
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.7			59 614	59 614
Total actifs financiers courants			391 956	59 614	451 570
Total des actifs financiers au 31/12/2011		18 681	398 251	59 614	476 546
Actifs financiers disponibles à la vente		20 239			20 239
Dépôts et cautionnements			4 105		4 105
Autres actifs long terme			2 483		2 483
Total actifs financiers non courants		20 239	6 588		26 827
Créances clients et comptes rattachés	3.6		402 753		402 753
Autres actifs courants (*)	3.6		5 398		5 398
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.7			66 523	66 523
Total actifs financiers courants			408 151	66 523	474 674
Total des actifs financiers au 31/12/2012		20 239	414 739	66 523	501 501

* (hors créances fiscales, sociales et charges constatées d'avance)

Les titres disponibles à la vente comprennent les participations suivantes :

Société	%	Juste valeur Ouverture	Acquisition (cession)	Dépréciation	Variation de juste valeur	Juste valeur Clôture	Chiffre d'Affaires	Capitaux Propres	Résultat Net	Observations
AUSY	9,42 %	8 667			(1 010)	7 656	293 815	71 920	13 428	31/12/2011
X-ANGE	5,96 %	3 422	(56)			3 365	n.a.	39 760	(3 171)	31/12/2011
SMART TRADE	4,19%	398			235	634		13 944	1 413	31/03/2012
PHOEBE INGENICA	19,00%	0				0				En liquidation
GROUPE IDESTYLE	100,00%	0				0				En liquidation
PHINERGY LTD (1)	19,49%	6 000	2 391			8 391	0	1 742	(3 615)	31/12/2012
DIVERS		194	(1)			193				
Total		18 681	2 335	0	(775)	20 239				

(1) PHINERGY Ltd est une start up ayant déposée plusieurs brevets pour la conception de batteries électriques. En janvier 2012, Alten Europe a pris une participation complémentaire à celle souscrite en 2011. Au 31 décembre 2012, le budget de dépenses est respecté et PHINERGY a rencontré de nouveaux investisseurs potentiels. La situation de trésorerie à fin 2012 doit permettre à PHINERGY de poursuivre ses travaux de recherches jusqu'à fin 2013 en attendant l'arrivée d'un nouvel investisseur. Le dénouement des négociations avec de nouveaux partenaires financiers pourra avoir un impact significatif sur les variations de juste valeur futures.

Le Groupe constate une dépréciation irréversible dès lors qu'il observe une baisse très significative et durable des résultats de l'entité.

- **Niveau de valorisation au 31 décembre 2012**

Niveau 1 – Juste valeur déterminée à partir de la cotation sur un marché actif

Ce niveau concerne les titres Ausy, valorisés sur la base du cours de bourse au 31 décembre 2012 à 7 656 K€ et les équivalents de trésorerie (cf. note 3.7)

Niveau 2 – Juste valeur déterminée à partir des données de marché observables

Néant

Niveau 3 – Juste valeur déterminée en l'absence de données de marché

Les autres actifs disponibles à la vente valorisés selon cette méthode représentent au 31 décembre 2012 un montant de 12 583 K€. Les critères retenus sont présentés en note 2.3.11

Les autres postes (prêts, dépôts et cautionnements, autres actifs long terme), d'un montant total de 6 588 K€ au 31 décembre 2012, sont maintenus à leur coût historique ramené par voie de dépréciation à leur valeur recouvrable si cette dernière est estimée inférieure.

3.5 ACTIFS D'IMPOTS

Les impôts différés se décomposent en :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Participation des salariés	3 115	2 229	1 949
Indemnités de fin de carrière	3 126	2 466	1 959
Autres décalages temporaires	897	1 500	795
Déficits reportables	2 141	2 292	2 397
Total impôts différés	9 279	8 487	7 100

Dont :

Impôts différés actif	10 192	8 818	7 424
Impôts différés passif	-914	-331	-324

La variation des impôts différés s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Impôts différés au début de l'exercice	8 487	7 100	6 687
Variations de périmètre	223	422	(36)
Variations de change	(25)	(3)	4
Charges (ou produits) de la période (note 3.21)	594	969	445
Impôts différés à la clôture de l'exercice	9 279	8 487	7 100

Le montant des impôts différés non activés se rapportant à des déficits reportables s'élève à 707 K€ (2 675 K€ en base) au 31/12/2012.

3.6 ACTIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
CLIENTS			
Valeurs brutes	409 396	394 246	374 690
Dépréciations	(6 643)	(8 274)	(9 672)
Total	402 753	385 972	365 018
AUTRES ACTIFS COURANTS			
Stocks	77	57	61
Créances sociales	1 845	943	1 302
Créances fiscales (1)	27 254	23 357	15 115
Autres créances	11 693	12 156	8 895
Dépréciations des autres créances	(6 373)	(6 229)	(3 210)
Charges constatées d'avance	6 167	4 656	4 488
Total	40 664	34 940	26 651

(1) En 2011, l'augmentation est essentiellement liée aux crédits d'impôts recherche.

Le tableau suivant présente la répartition du portefeuille des créances clients par ancienneté :

(en K€)	31/12/2012					31/12/2011					31/12/2010				
	Non échues	Moins de 6 mois	6 mois à un an	Plus d'un an	Solde	Non échues	Moins de 6 mois	6 mois à un an	Plus d'un an	Solde	Non échues	Moins de 6 mois	6 mois à un an	Plus d'un an	Solde
CLIENTS															
Valeurs brutes	343 934	56 135	4 358	4 969	409 396	312 698	68 169	4 450	8 929	394 246	304 880	49 550	7 270	12 990	374 690
Provisions		(617)	(1 115)	(4 911)	(6 643)		(601)	(191)	(7 482)	(8 274)		(97)	(165)	(9 410)	(9 672)
Valeurs nettes	343 934	55 518	3 243	58	402 753	312 698	67 568	4 259	1 447	385 972	304 880	49 453	7 105	3 580	365 018

Sur la base de son expérience et compte tenu de sa politique de recouvrement des créances commerciales, le Groupe estime que le niveau de dépréciation de l'exercice est en adéquation avec les risques encourus.

3.7 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Valeurs mobilières de placement	13 034	2 139	19 025
Disponibilités	53 489	57 475	38 967
Total	66 523	59 614	57 992

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur juste valeur. Elles sont constituées par des SICAV de trésorerie et des comptes à terme présentant une maturité inférieure à 3 mois. Les produits des SICAV ne sont pas significatifs.

3.8 PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Emprunts auprès des éts de crédit		150	250
Autres emprunts et dettes assimilées	450	555	1 235
Participation des salariés			38
Dépôts et cautionnements reçus	1 066	1 093	1 093
Total	1 517	1 798	2 616

3.9 AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Compléments de prix (1)	421		
Dettes sociales (2)	4 153	3 635	3 367
Impôts différés passifs	914	331	324
Autres dettes		34	
Total	5 487	4 000	3 691

(1) Compléments de prix relatif aux sociétés acquises en 2012 ayant leur contrepartie en écarts d'acquisition.

(2) Dettes relatives aux comptes épargne-temps.

3.10 PASSIFS FINANCIERS COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Emprunts auprès des éts de crédit		103	1 050
Autres emprunts et dettes assimilées	621	633	272
Découverts bancaires (1)	7 086	14 064	13 453
Participation des salariés	229	237	219
Total	7 936	15 036	14 994

(1) En 2012, les flux nets de trésorerie générés par l'activité ont permis le remboursement de 7 M€ de découverts bancaires.

3.11 AUTRES PASSIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Dettes sociales (1)	130 920	124 159	104 035
Dettes fiscales	87 867	83 110	87 512
Compléments de prix	676	1 325	6 159
Autres passifs (1)	22 694	26 456	20 072
Produits constatés d'avance	14 139	17 342	19 749
Total	256 296	252 392	237 526

(1) Les variations sont essentiellement liées à la croissance des effectifs.

3.12 PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Litiges sociaux (4)	Litiges commerciaux	Autres risques	Indemnités de fin de carrière	TOTAL
Au 31/12/2010	4 282	587	2 903	5 876	13 648
Variations de périmètre		36			36
Variations de change					
Reclassements	108		(108)		
Dotations de l'exercice (1)	2 061	1 291	3 239	1 524	8 114
Reprises (provisions utilisées)	(1 980)	(373)	(235)		(2 588)
Reprises (provisions devenues sans objet)	(826)	(96)	(716)	(1)	(1 639)
Au 31/12/2011	3 644	1 444	5 083	7 399	17 571
Variations de périmètre					
Variations de change					
Dotations de l'exercice (2)	4 125	353	1 932	1 980	8 390
Reprises (provisions utilisées)	(1 149)	(919)	(141)		(2 209)
Reprises (provisions devenues sans objet)	(533)	(822)	(2 478)		(3 832)
Au 31/12/2012	6 088	57	4 397	9 378	19 920

PROVISIONS NON COURANTES

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Litiges sociaux	1 260	1 211	3 128
Litiges commerciaux	12	10	73
Autres risques	2 774	4 403	2 520
Indemnités de fin de carrière	9 378	7 399	5 876
Total	13 424	13 023	11 597

PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Litiges sociaux	4 829	2 433	1 155
Litiges commerciaux	45	1 434	512
Autres risques	1 622	681	383
Total	6 496	4 548	2 050

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Total provisions non courantes	13 424	13 023	11 597
Total provisions courantes	6 496	4 548	2 050
Total provisions risques et charges	19 920	17 571	13 646

- (1) En 2011, un risque contentieux a été provisionné à hauteur de 1 965 K€ sous la rubrique « risques divers ». Les autres provisions concernent des montants individuellement moins significatifs.
- (2) En 2012, l'augmentation des risques divers résulte pour l'essentiel d'une provision pour remise en état des locaux dont le bail a été résilié en fin d'année et à la provision pour restructuration (cf note 3.19)
- (3) Les litiges sociaux concernent des montants individuellement non significatifs.

Les provisions non courantes n'ont pas donné lieu à actualisation.

3.13 ACHATS CONSOMMES

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Achats et sous-traitance opérationnels	(84 772)	(74 931)	(71 832)
Achats non stockés	(9 155)	(6 016)	(4 522)
Total	(93 927)	(80 948)	(76 354)

3.14 CHARGES DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Salaires et charges sociales	(829 621)	(734 871)	(620 539)
Litiges sociaux (note 3.12)	(344)	745	(501)
Indemnités fin de carrière (note 3.12)	(1 980)	(1 524)	(1 046)
Taxes assises sur les salaires	(10 405)	(11 110)	(7 681)
Participation	(8 505)	(5 419)	(5 523)
Total	(850 855)	(752 179)	(635 290)

Au 31 décembre 2012, les charges sociales versées dans le cadre de régimes à cotisations définies se sont élevées à 205 835 K€ contre 184 680 K€ au 31/12/2011 et 161 452 K€ au 31/12/2010 (part patronale).

3.15 CHARGES EXTERNES

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Locations, entretiens	(29 582)	(23 821)	(23 178)
Personnel extérieur, honoraires	(17 682)	(15 248)	(12 545)
Transports et déplacements	(51 057)	(52 218)	(46 417)
Autres charges externes	(18 854)	(17 584)	(16 259)
Total	(117 176)	(108 871)	(98 399)

3.16 IMPOTS ET TAXES

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Taxe professionnelle	(495)	(569)	(453)
Taxe foncière	(1 340)	(971)	(760)
Autres impôts et taxes	(5 227)	(5 273)	(4 402)
Total	(7 063)	(6 814)	(5 615)

3.17 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'ACTIVITE

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Charges			
Dotations aux provisions pour dépréciation	(1 819)	(2 109)	(2 628)
Pertes sur créances irrécouvrables	(2 766)	(894)	(992)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(1 971)	(2 564)	(1 449)
Valeur comptable des immobilisations cédées	(172)	(302)	(310)
Autres charges	(157)	57	1
Total des charges	(6 884)	(5 811)	(5 378)
Produits			
Reprise de provisions sur créances	4 606	3 458	2 322
Reprises de provisions pour risques et charges	2 143	1 419	1 487
Prix de cession des immobilisations cédées	82	88	107
Autres produits	6	280	
Total des produits	6 836	5 246	3 916

3.18 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Ces paiements sont basés sur les différents plans détaillés ci-après :

Bons de souscription d'actions (BSA)

Le Conseil d'administration du 7 septembre 2009 a attribué 487 000 BSA conformément à l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 2009.

Ces BSA qui ne sont pas admis sur le marché réglementé donnent droit à leurs titulaires de souscrire des actions ordinaires nouvelles à raison d'une (1) action nouvelle ALTEN pour un (1) BSA (nombre maximal d'actions à émettre : 487 000 actions). Ces actions nouvelles seront assimilées, dès leur admission à la cote, sur le marché d'Euronext Paris – Compartiment B.

Le prix de souscription a été établi à un euro dix neuf (1,19 €), sur la base d'un rapport émis par un expert indépendant. Le prix d'exercice a été fixé à quinze euros quatre vingt cinq (15,85 €).

La période d'exercice est fixée du 7 septembre 2013 au 7 septembre 2017. La durée maximum des BSA est de huit (8) ans, passé ce délai les bons deviendront caducs. Ces BSA ne sont pas cessibles.

Historique des attributions de bons de souscription d'actions (BSA) :

PLAN 2009	
Date d'Assemblée Générale	23/06/2009
Date d'attribution par le conseil	07/09/2009
Nombre de bénéficiaires	7
Nombre attribué	487 000
dont nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	285 000
Prix d'exercice des bons (en euro)	15,85
Date de première levée possible	07/09/2013
Date de dernière levée possible	07/09/2017

Plans de souscription d'options

Les plans de souscription sont valorisés selon le modèle de Black & Scholes. Les différents plans en vigueur sont les suivants :

PLAN	1	2	3	4
Date d'attribution par le conseil	25/01/2002	13/03/2003	25/07/2003	06/01/2004
Nombre de bénéficiaires	214	237	6	259
Nombre d'options attribuées	438 400	359 150	450 000	318 970
dont nombre d'options attribuées aux salariés	438 400	359 150	450 000	318 970
dont nombre d'options attribuées aux mandataires sociaux				
Prix d'exercice	15,7	5,9	7,3	10,7
Prix moyen pondéré d'exercice en 2011		5,9		10,7
Juste valeur de l'option en euros		3,59	4,32	7,13
Date de première levée possible	25/01/2006	13/03/2007	25/07/2007	06/01/2008
Date de dernière levée possible	25/01/2010	13/03/2011	25/07/2011	06/01/2012
Date de première cession possible	25/01/2006	13/03/2007	25/07/2007	06/01/2008

Nombre d'options exerçables au 1er janvier 2010	12 720	17 335	70 000	99 563
Nombre d'options attribuées				
Nombre d'options renoncées				
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2010	10 000	8 200	70 000	33 853
Nombre d'options caduques au 31 décembre 2010	2 720	2 000		(4 600)
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2010		7 135		70 310
Charge annuelle 2010				

Nombre d'options exerçables au 1er janvier 2011		7 135		70 310
Nombre d'options attribuées				
Nombre d'options renoncées				
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2011		6 635		54 110
Nombre d'options caduques au 31 décembre 2011		500		8 700
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2011				7 500
Charge annuelle 2011				

Nombre d'options exerçables au 1er janvier 2012	0	0	0	7 500
Nombre d'options attribuées				
Nombre d'options renoncées				
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2012				2 200
Nombre d'options caduques au 31 décembre 2012				5 300
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2012	0	0	0	0
Charge annuelle 2012				

Plans de souscription d'options (suite)

PLAN (suite)	5	6	7	8	9	TOTAL
Date d'attribution par le conseil	24/03/2005	23/10/2006	18/02/2008	07/09/2009	19/10/2010	
Nombre de bénéficiaires	356	598	794	689	6	
Nombre d'options attribuées	496 500	1 189 780	622 790	574 330	120 000	4 569 920
dont nombre d'options attribuées aux salariés	496 500	1 173 780	622 790	574 330	120 000	4 553 920
dont nombre d'options attribuées aux mandataires sociaux		16 000				16 000
Prix d'exercice	17,9	24,1	19,1	15,2	22,4	
Prix moyen pondéré d'exercice en 2011	17,9	24,1				
Juste valeur de l'option en euros	6,83	10,58	7,86	3,12	4,09	
Date de première levée possible	29/03/2009	23/10/2010	18/02/2012	07/09/2013	19/10/2014	
Date de dernière levée possible	29/03/2013	23/10/2014	18/02/2016	07/09/2017	19/10/2018	
Date de première cession possible	29/03/2009	23/10/2010	18/02/2012	07/09/2013	19/10/2014	
Nombre d'options exerçables au 1er janvier 2010	296 309	547 040	457 715	561 625		1 765 998
Nombre d'options attribuées					120 000	120 000
Nombre d'options renoncées						0
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2010	71 196	1 920				195 169
Nombre d'options caduques au 31 décembre 2010	20 910	136 940	66 610	81 505		306 085
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2010	204 203	408 180	391 105	480 120	120 000	1 681 053
Charge annuelle 2010		243	(387)	(303)	(21)	(468)
Nombre d'options exerçables au 1er janvier 2011	204 203	408 180	391 105	480 120	120 000	1 681 053
Nombre d'options attribuées						
Nombre d'options renoncées						
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2011	115 178	129 060				304 983
Nombre d'options caduques au 31 décembre 2011	6 400	43 920	71 325	90 525		221 370
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2011	82 625	235 200	319 780	389 595	120 000	1 154 700
Charge annuelle 2011			(176)	(64)	(69)	(309)
Nombre d'options exerçables au 1er janvier 2012	82 625	235 200	319 780	389 595	120 000	1 154 700
Nombre d'options attribuées						0
Nombre d'options renoncées					30 000	30 000
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2012	50 825	18 680	78 371			150 076
Nombre d'options caduques au 31 décembre 2012	(1 800)	3 320	26 600	55 470		88 890
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2012	33 600	213 200	214 809	334 125	90 000	885 734
Charge annuelle 2012				(223)	(56)	(279)

Plan d'attribution d'actions gratuites

PLAN	Total
Date d'attribution par le conseil	11/04/2008
Nombre de bénéficiaires	2
Nombre d'options attribuées	105 600
dont nombre d'actions attribuées aux salariés	52 800
dont nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	52 800
Juste valeur de l'option en euros	20,08
Date d'attribution définitive	11/04/2010
Date de première levée possible	11/04/2012
Date de dernière levée possible	11/04/2017
Date de première cession possible	11/04/2012

Nombre d'actions attribuées au 1er janvier 2010	37 400
Nombre d'actions acquises au 1er janvier 2010	61 600
Nombre d'actions abandonnées au 31 décembre 2010	(24 200)
Nombre d'actions acquises au 31 décembre 2010	15 400
Nombre d'actions attribuées au 31 décembre 2010	52 800
Charge annuelle 2010	309

Nombre d'actions attribuées au 1er janvier 2011	52 800
Nombre d'actions acquises au 1er janvier 2011	
Nombre d'actions abandonnées au 31 décembre 2011	
Nombre d'actions acquises au 31 décembre 2011	
Nombre d'actions attribuées au 31 décembre 2011	52 800
Charge annuelle 2011	0

Nombre d'actions attribuées au 1er janvier 2012	52 800
Nombre d'actions acquises au 1er janvier 2012	
Nombre d'actions abandonnées au 31 décembre 2012	
Nombre d'actions acquises au 31 décembre 2012	
Nombre d'actions attribuées au 31 décembre 2012	52 800
Charge annuelle 2012	0

La charge relative aux actions gratuites acquises a été appréhendée en charges de personnel.

3.19 AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS**Résultat non récurrent**

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Charges			
Coûts de restructuration (1)	(3 067)	(337)	(1 935)
Coûts liés à l'acquisition de Calsoft Labs (2)	(189)	(4 101)	
Redressement URSSAF		(7 034)	(2 011)
Honoraires et frais d'acquisition	(1 300)		
Autres	(1 292)	(803)	
Total des charges	(5 848)	(12 274)	(3 946)
Produits			
Crédits d'impôt recherche nets sur exercices antérieurs (3)		893	
Fermeture d'Idestyle Technologies		575	
Redressement URSSAF	425		
Provision devenue sans objet	1 529	998	
Autres		388	
Total des produits	1 954	2 853	

- (1) Coûts engendrés par les mesures ponctuelles d'adaptation liées à la dégradation de l'environnement économique (chômage partiel, réductions d'effectifs, regroupements des sites,...). En 2012, ce poste concerne des coûts supportés et provisionnés en Espagne.
- (2) Les coûts d'acquisition de CALSOFT ne répondant pas à la définition du coût du regroupement d'entreprise telle que défini par la norme IFRS 3 révisée ont été comptabilisés en charges non récurrentes.
- (3) Les crédits d'impôt recherche nets sur exercices antérieurs nuisant à la lisibilité de la performance opérationnelle courante ont été reclassés sous la rubrique « autres produits non courants ».

Résultat de cession d'actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Prix de cession	247	102	900
Valeur comptable des éléments cédés	(280)	(244)	(1 541)
Résultat de cession	(33)	(142)	(641)

Au 31 décembre 2010, le résultat de cession correspondait pour l'essentiel à la cession des titres ASTON. En 2011, ce résultat est constitué par la cession de titres non consolidés (+100 K€) et à des mises au rebut d'actifs à la suite d'une fermeture d'agence en Allemagne (-241 K€).

Dépréciation des écarts d'acquisition

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
France		(3 131)	
Hors France			
Total		(3 131)	

En 2011, l'écart d'acquisition de la société WINWISE a été déprécié de manière irréversible dans les comptes semestriels pour un montant de 3 131 K€.

3.20 RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Charges d'intérêts bancaires	(1 190)	(1 142)	(1 185)
Intérêts sur contrats de location-financement	(36)	(25)	(40)
Coût de l'endettement financier brut	(1 227)	(1 167)	(1 225)
Revenus des prêts et créances	498	400	101
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	1	79	
Coût de l'endettement financier net	(728)	(688)	(1 125)
Abandons de créances financières	0	(101)	0
Pertes de change	(3 220)	(1 777)	(1 287)
Autres charges financières	(459)	(548)	(607)
Charges financières d'actualisation	0	(55)	(145)
Dotations aux provisions financières	0	(774)	(172)
Autres charges financières	(3 679)	(3 255)	(2 211)
Gains de change	2 913	1 833	873
Autres produits financiers	781	340	667
Reprises de provisions financières	1	254	94
Autres produits financiers	3 695	2 427	1 634
Autres charges et produits financiers nets	16	(828)	(577)
RESULTAT FINANCIER NET	(712)	(1 516)	(1 702)

En 2011, les provisions à caractère financier concernent les titres de participation PHOEBE INGENICA.

3.21 ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Résultat Net : Groupe et Minoritaires	78 402	59 590	53 679
Résultat des sociétés mises en équivalence	(1 689)	(804)	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	3 131	0
Stock-options	279	309	468
Charge d'impôt constatée	38 955	35 030	32 935
Résultat avant Impôt	115 947	97 256	87 082
Taux d'impôt de la société consolidante	34,43%	34,43%	34,43%
Charge théorique d'impôt	39 924	33 489	29 985
Contribution additionnelle 5%	755	571	0
Différence de taux d'imposition avec les sociétés étrangères	(3 235)	(2 730)	(1 592)
Crédits d'impôts (apprentissage, famille, dons, etc) (*)	(733)	(571)	(955)
Crédits d'impôt Recherche (*)	(5 058)	(4 860)	(909)
Impôts différés non activés	(88)	711	(261)
Reclass CVAE	6 490	6 095	4 930
Autres différences permanentes (1)	901	2 325	1 736
Impôt effectivement constaté	38 955	35 030	32 935
Taux effectif d'imposition	33,60%	36,02%	37,82%
Ventilation de l'impôt :			
Impôts différés	(594)	(969)	(445)
Impôts exigibles	39 549	35 999	33 380
Total	38 955	35 030	32 935

(*) Produits non imposables

(1) Les « Autres différences permanentes » intègrent essentiellement :

	2012	2011	2010
Compléments de prix		936	
Autres différences	901	1 390	1 736
Total	901	2 325	1 736

Selon les dispositions de la Loi de Finances, le taux d'impôt courant des sociétés françaises du Groupe s'établit à 36,10 % pour les exercices 2011 et 2012. Au 31 décembre 2012, le taux d'impôt différé en France s'élève à 34,43 % pour l'ensemble des différences temporelles. Une modification de ce taux d'impôt n'aurait pas d'impact significatif sur les comptes consolidés.

3.22 SEGMENTS OPERATIONNELS

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information financière publiée ci-après correspond à l'information sur laquelle le principal décideur opérationnel (le Président) s'appuie en interne pour évaluer la performance des segments.

(en milliers d'euros)	31/12/2012			31/12/2011			31/12/2010		
	France	Hors France	TOTAL	France	Hors France	TOTAL	France	Hors France	TOTAL
Chiffre d'Affaires	871 044	419 170	1 290 214	796 547	333 443	1 129 990	694 507	272 574	967 081
Neutralisation inter-segments et Intra-groupe	(75 374)	(16 831)	(92 205)	(55 061)	(9 270)	(64 331)	(42 935)	(7 580)	(50 515)
Reclassement sectoriel	(37 988)	37 988	0	(25 783)	25 783	0	(18 508)	18 508	0
Chiffre d'Affaires net	757 681	440 327	1 198 009	715 703	349 957	1 065 659	633 064	283 502	916 566
Résultat opérationnel d'activité	67 129	53 457	120 586	64 133	44 203	108 335	62 763	30 608	93 371
Taux ROA / CA du segment	8,8%	12,1%	10,1%	8,9%	12,6%	10,2%	9,9%	10,8%	10,2%
Résultat opérationnel courant	66 850	53 457	120 307	63 824	44 203	108 026	62 296	30 608	92 904
Résultat opérationnel	68 427	47 953	116 380	53 444	41 888	95 332	59 201	29 116	88 316
Résultat des Société Intégrées	43 244	33 469	76 713	30 323	28 463	58 786	35 087	18 592	53 679
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE	44 933	33 469	78 402	31 127	28 463	59 590	35 087	18 592	53 679

(en milliers d'euros)	31/12/2012			31/12/2011			31/12/2010		
	France	Hors France	TOTAL	France	Hors France	TOTAL	France	Hors France	TOTAL
Ecarts d'acquisition	94 909	105 663	200 572	94 942	89 458	184 400	96 774	82 703	179 477
<i>Dont dépréciation de l'exercice</i>				(3 131)		(3 131)			
Participations mises en équivalence (1)	4 717		4 717	3 027		3 027			
Effectifs fin de période	9 300	6 650	15 950	8 940	5 860	14 800	8 247	4 431	12 678
Trésorerie à la clôture	38 332	28 191	66 523	29 986	29 628	59 614	34 608	23 384	57 992
Passifs financiers	8 402	1 051	9 453	15 599	1 235	16 835	10 722	6 888	17 610
Investissements nets de la période	9 008	24 958	33 966	18 968	15 033	34 001	11 257	282	11 539

(1) cf note 3.3

En 2012, la contribution des sociétés nouvellement acquises au résultat net de l'ensemble consolidé s'est élevée à + 1 718 K€ (uniquement hors France).

Compte tenu de la diversité du portefeuille clients du Groupe, aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2012.

3.23 RESULTAT PAR ACTION

(En euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Résultat	78 167 566	59 551 667	53 607 050
Nombre moyen pondéré d'actions	31 839 040	31 794 116	31 465 519
Résultat par action	2,46	1,87	1,70

(En euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Résultat	78 167 566	59 551 667	53 607 050
Effet dilutif des BSA	(134 978)	(198 732)	(45 038)
Résultat dilué	78 032 588	59 352 935	53 562 013
Nombre moyen pondéré d'actions	31 839 040	31 794 116	31 465 519
Effet des dilutions	276 919	367 007	328 300
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution potentielle	32 115 959	32 161 123	31 793 819
Résultat dilué par action	2,43	1,85	1,68

Il n'existe aucun instrument non dilutif.

3.24 DIVIDENDES PAR ACTION

	2013 *	2012	2011
Date de versement des dividendes sur les résultats de l'exercice précédent	25-juin-13	25-juin-12	29-juin-11
Date de l'Assemblée Générale statuant sur la proposition de distribution de dividendes	19-juin-13	19-juin-12	22-juin-11
Montant total de la distribution (en milliers d'euros) sur le résultat de l'exercice précédent	32 642	31 822	34 996
Dividende par action sur le résultat de l'exercice précédent (en euro et par action)	1,00	1,00	1,10

* Soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

3.25 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Variations des amortissements, provisions nettes des reprises	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Amortissements immobilisations incorporelles	2 059	3 369	1 919
Amortissements immobilisations corporelles	5 717	4 055	3 513
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	3 131	
Provisions pour risques et charges	2 151	3 887	1 510
Total	9 927	14 443	6 941

Détail des impôts payés	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Remboursements reçus	6 343	1 102	18 802
Versements effectués	(41 794)	(41 420)	(27 696)
Total	(35 451)	(40 318)	(8 894)

Détail des flux de trésorerie sur le besoin en fond de roulement	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Variation du BFR net - clients	(5 181)	(379)	(20 356)
Variation du BFR net - fournisseurs	21	931	(5 520)
Variation du BFR net - autres créances et dettes d'exploitation	(6 351)	(2 717)	19 643
Total	(11 511)	(2 165)	(6 233)

Incidences des variations de périmètre et compléments de prix	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Acquisitions de titres de filiales consolidées	(24 941)	(15 810)	(5 448)
Trésorerie liée aux nouvelles filiales consolidées	2 699	277	
Trésorerie liée aux filiales déconsolidées	(277)		(372)
Total	(22 518)	(15 533)	(5 820)

Augmentation de capital	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Levées de stock-options	2 887	5 801	2 401
Annulation d'actions propres		(2)	
Emission de bons de souscription d'actions			
Souscription au capital de nouvelles sociétés		101	98
Total	2 887	5 900	2 499

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

• **Rémunérations accordées aux mandataires sociaux**

Dans la Société, dans les sociétés contrôlées et dans la société contrôlante (1)

Simon AZOULAY	2012		2011	
	Montant versé	Montant dû	Montant versé	Montant dû
- rémunération fixe	109 080 €	120 000 €	109 080 €	109 080 €
- rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant
- rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
- jetons de présence (2)	260 000 €	260 000 €	250 000 €	250 000 €
- avantages en nature	Néant	Néant	Néant	Néant
TOTAL	369 080 €	380 000 €	359 080 €	359 080 €

Gérald ATTIA	2012		2011	
	Montant versé	Montant dû	Montant versé	Montant dû
- rémunération fixe	178 224 €	178 224 €	178 224 €	178 224 €
- rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant
- rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
- jetons de présence (3)	33 329 €	84 000 €	84 000 €	84 000 €
- avantages en nature	3 873 €	3 873 €	Néant	Néant
TOTAL	215 426 €	266 097 €	262 224 €	262 224 €

Bruno BENOLIEL	2012		2011	
	Montant versé	Montant dû	Montant versé	Montant dû
- rémunération fixe	159 141 €	159 141 €	67 064 (*)	67 064 (*)
- rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant
- rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
- jetons de présence (4)	57 355 €	60 000 €	42 000 €	42 000 €
- avantages en nature	Néant	Néant	Néant	Néant
TOTAL	216 496 €	219 141 €	109 064 €	109 064 €

* Monsieur Bruno BENOLIEL a perçu une rémunération au titre de son contrat de travail (29/09/1997) antérieur à sa nomination en qualité d'administrateur le 22 juin 2011, et correspond à l'exercice par ce dernier des fonctions de Directeur en charge de la Direction Financière, de la Direction Juridique et de la Direction des Systèmes d'Information. Sa rémunération est mentionnée à partir de la date à laquelle Monsieur Benoliel a été nommé administrateur.

(1) Les montants sont exprimés en valeurs brutes.

(2) 150 000 euros correspondent aux sommes versées à Monsieur Simon Azoulay, en décembre 2012, au titre de l'exercice 2012, par la société de droit espagnol ALTEN SPAIN SAU, filiale à 100 % de la société ALTEN Europe, elle-même filiale à 100 % de la société ALTEN SA, à titre de jetons de présence dans le cadre de l'exercice de son mandat de Consejero. 110 000 euros ont également été versés à Monsieur Simon Azoulay au titre de l'exercice 2012, par la société de droit anglais ALTEN Ltd, filiale à 100 % de la société ALTEN Europe, à titre de jetons de présence dans le cadre de l'exercice de son mandat de Director.

(3) Ce montant correspond aux sommes versées à Monsieur Gérald Attia, en décembre 2012, au titre de l'exercice 2012 par la société de droit espagnol ALTEN SPAIN SAU, filiale à 100 % de la société ALTEN Europe, elle-même filiale à 100 % de la société ALTEN SA, à titre de jetons de présence dans le cadre de l'exercice de son mandat de Consejero. Le solde d'un montant de 50 671 € lui a été versé en janvier 2013.

(4) Ce montant correspond aux sommes versées à Monsieur Bruno Benoliel, en décembre 2012 au titre de l'exercice 2012, par la société de droit espagnol ALTEN SPAIN SAU, filiale à 100 % de la société ALTEN Europe, elle-même filiale à 100 % de la société ALTEN SA, à titre de jetons de présence dans le cadre de l'exercice de son mandat de Consejero. Le solde d'un montant de 2 645 € lui a été versé en janvier 2013.

• **Avantages octroyés aux mandataires sociaux**

Bénéficiaires	Plan SO du 23/10/2006	Plan actions gratuites du 11/04/2008	Plan BSA du 07/09/2009	Total
Simon Azoulay			150 000	150 000
Gérald Attia	16 000		75 000	91 000
Bruno Bénoliel		52 800	60 000	112 800
Total	16 000	52 800	285 000	353 800

• **Information relative aux régimes de cotisations définies pour les mandataires sociaux**

Les cotisations sociales enregistrées au titre de l'exercice 2012 pour les dirigeants se sont élevées à 200 K€.

• **Transactions avec les parties liées**

Filiales non consolidées, entreprises associées du Groupe ou sociétés contrôlées directement par les dirigeants du Groupe.

Au compte de résultat :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires	137	1 392	20
Autres produits (charges) d'exploitation (1)	(4 000)	(4 305)	(2 076)
Produits (charges) financiers	575	182	96
Total	(3 289)	(2 731)	(1 960)

Au bilan :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Actifs financiers long terme (3)	1 800	1 800	
Clients	134	1 233	461
Compte-courant (2)	960	1 850	2 407
Autres créances	17	18	900
ACTIF	2 911	4 901	3 768
Fournisseurs	1 036	713	1 235
PASSIF	1 036	713	1 235

(1) Dont 212 K€ en 2011 et 480 K€ en 2010 au titre de la convention de prestations de services avec SGTI.

(2) La variation du poste résulte de l'avance de trésorerie qu'Alten avait faite à son actionnaire de référence (SGTI). Cette avance, portant intérêt au taux Euribor 3 mois + 2 % (1,4 M€ restant dû au 31 décembre 2011) a été intégralement remboursée sur l'exercice conformément à l'échéancier.

(3) En garantie du remboursement des prêts qu'ALTEN SA a consenti à des actionnaires minoritaires, ceux-ci ont constitué un nantissement de la totalité des titres qu'ils détiennent en faveur d'ALTEN SA.

- **Relations entre ALTEN et ses filiales**

Les principales relations d'ALTEN avec ses filiales sont décrites ci-après :

Prestations de services

ALTEN offre à ses filiales, en fonction de leurs besoins, des prestations courantes (prestations de service Groupe), mais aussi, en cas de besoin, des prestations plus spécifiques (sous-location de locaux). Ces relations sont définies par une convention cadre entre ALTEN et ses filiales françaises et étrangères.

Utilisation de la marque ALTEN

ALTEN facture à ses filiales l'utilisation de la marque ALTEN.

Contrats de référencement

Des contrats de référencement sont signés avec certaines filiales. A ce titre, ALTEN facture un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par ces sociétés avec les clients objets du référencement.

Convention de portage

Des conventions de portage ont été conclues entre ALTEN et certaines de ses filiales. Au titre de ces conventions de portage, mises en place pour répondre à la demande de certains clients qui ne souhaitent plus qu'un seul interlocuteur au sein des Groupes de sociétés, ALTEN est l'intermédiaire entre le client et la filiale. En conséquence, même si l'ensemble des prestations est réalisé par la filiale, ALTEN facture le client et est facturée elle-même par la filiale, supportant ainsi les coûts liés à la facturation client et le risque d'impayé. Au titre du service rendu par ALTEN et des coûts générés, la filiale rémunère ALTEN à hauteur d'un pourcentage du chiffre d'affaires annuel réalisé avec le client pour lequel le portage a été mis en place.

4.2 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Actifs éventuels

Une société du Groupe ALTEN a engagé une procédure contentieuse dans le cadre d'une demande en exécution d'une garantie de passif (demande supérieure à 2 M€). Une contestation des redressements opérés par les Urssaf (portant sur 7 M€) a été engagée par une autre société du Groupe. Aucun actif éventuel n'a été constaté dans les comptes à ce titre dans l'attente des décisions des tribunaux.

Passifs éventuels

Le Groupe est partie à un contentieux avec un associé minoritaire d'une filiale. Le montant total des réclamations du demandeur, contestées par ALTEN, s'élève à environ 2 M€. Leur échéance est à horizon indéterminé.

Les sommes que le Groupe considère devoir sont comptabilisées dans les comptes consolidés en écart d'acquisition, à l'actif, et en dettes au passif, conformément aux normes IFRS.

4.3 CAPITAL SOCIAL

Nombre d'actions (valeur nominale 1,016 euro)	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Au 31 décembre 2011	32 271 677	(476 252)	31 795 425
Levée d'options	150 076		150 076
Augmentation de capital			
Actions propres			
Achats			
Ventes			
Transferts			
Mouvements dans le cadre du contrat de liquidité		(1 768)	(1 768)
Au 31 décembre 2012	32 421 753	(478 019)	31 943 733

4.4 ACTIONS PROPRES

Dans le cadre d'un programme de rachat de ses propres actions, la Société a procédé en cours d'exercice aux différentes opérations d'achat et de vente indiquées ci-dessous :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Actions non affectées			
Détentions à l'ouverture	464 022	397 441	397 441
Achats d'actions		66 677	
Ventes d'actions		(96)	
Reclassements	(4 000)		
Détention à la clôture	460 022	464 022	397 441
Plan d'attribution d'actions gratuites			
Actions propres acquises non encore affectées à l'ouverture			15 400
Achats d'actions			
Actions gratuites attribuées			(15 400)
Renoncements			
Reclassements			
Actions propres acquises non encore affectées à la clôture			
Contrat de liquidité			
Détentions à l'ouverture	12 230	4 486	645
Achats d'actions	241 340	131 016	132 917
Ventes d'actions	(245 572)	(123 272)	(129 076)
Reclassements	10 000		
Détention à la clôture	17 997	12 230	4 486

Soit un total de 478 019 actions propres d'une valeur 9 275 K€ éliminées par les capitaux propres au 31 décembre 2012.

4.5 ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements liés au périmètre du Groupe :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	échéance	31/12/2011	31/12/2010
Cautions données				
ALTEN SA	107	01/09/2013	107	107
ALTEN Belgium	178		178	178
ALTEN Indus.				229
Alten Italia	32			
ALTEN Spain	2 270			
Total	2 587		285	514
Cautions bancaires reçues				
(en garantie des garanties de passif)				
Alten PTS		31/12/2012	90	200
Avenir Conseil				191
B2i Automotive		31/12/2012	300	300
BBR		31/12/2012	100	160
Burke (société fusionnée dans Alten Spain)		19/09/2012	150	200
Dixid (société fusionnée dans Alten SA)				35
HPTI		31/01/2012	400	400
M&P (société fusionnée dans MI-GSO)				50
N2T (société fusionnée dans Alten SA)				
RSYS (société fusionnée dans MI-GSO)				450
Winwise		28/02/2012	100	200
Total	0		1 140	2 186

Autre engagement reçu : En garantie des prêts de 1 800 K€ consentis à des actionnaires minoritaires, ceux-ci ont constitué un nantissement de la totalité des titres qu'ils détiennent en faveur d'ALTEN SA.

Engagements liés au financement du Groupe :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Lignes de crédit reçues non utilisées	170 000	110 000	110 000

Engagements liés aux activités opérationnelles :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Locations simples (1)	48 801	50 825	49 854
Locations financières (2)	889	688	463

(1) Dont locations immobilières : 42 800 K€ (dont 11 661 K€ à moins d'un an, 26 198 K€ de 2 à 5 ans et 4 940 K€ à plus de 5 ans).

(2) Les redevances restant dues au 31 décembre 2012 se répartissent comme suit :

Nature des immobilisations (en milliers d'euros)	Redevances			Dont part à - d'un an	Dont part 1 à 5 ans
	Capital	Intérêts	Total		
Matériel et mobilier	49	6	55	12	43
Véhicules	771	63	834	388	446
Total	820	69	889	401	488

Actifs donnés en garantie :	Montant (K€)	Nature d'actif
Des opérations de location-financement :	796	immobilisations

Options sur emprunt convertible en actions

Le Groupe s'est engagé sur une période portant du 1^{er} mars 2012 au 28 février 2015 à souscrire un emprunt obligataire convertible d'un montant maximal de 700 K€ auprès d'une société non consolidée et non cotée si cette société en exprime le besoin.

Options d'achats d'intérêts minoritaires

- ALTEN SIR GTS : aux termes du Protocole de « joint venture » signé en date du 18 février 2010, une promesse unilatérale et irrévocable de vente a été accordée à ALTEN SA portant sur 49% de la société commune ALTEN SIR GTS.
- Anotech Energy France : ALTEN SA bénéficie de promesses unilatérales de vente de la part des minoritaires. A ce jour, les actions restant encore à lever par ALTEN SA au titre de ces promesses, représentent 1 % du capital social de la société Anotech Energy France.
- Anotech Energy UK : ALTEN Europe SARL bénéficie de promesses unilatérales de vente de la part des minoritaires. A ce jour, les actions restant encore à lever par ALTEN Europe SARL au titre de ces promesses, représentent 1,04 % du capital social de la société Anotech Energy UK.
- ITEKNA : Au terme du protocole d'achat de fin 2012, signature d'une promesse d'achat de vente croisée sur les 35 % détenus par le minoritaire.

La Direction estime qu'il n'existe pas, à la clôture de l'exercice, en dehors des engagements mentionnés ci-dessus, d'autres engagements qui seraient de nature à affecter significativement la situation financière du Groupe.

4.6 INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Charge constatée au compte de résultat (note 3.14)

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Dotations aux provisions	(1 980)	(1 536)	(1 046)
Reprises de provisions		12	
Charge constatée au compte de résultat	(1 980)	(1 524)	(1 046)

La variation de la provision inscrite au bilan s'analyse comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Solde en début de période	7 399	5 876	4 830
<u>Impacts en résultat</u>			
Coût des services rendus	1 595	1 225	815
Coût financier sur l'exercice	355	297	256
Etalement des écarts actuariels	30	1	(25)
Charge constatée au compte de résultat	1 980	1 523	1 046
Solde en fin de période	9 378	7 399	5 876

Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Taux d'actualisation	3,60%	4,25%	4,10%
Taux de revalorisation des salaires	1,50%	3,06%	2,25%
Taux de charges patronales			
. Cadres	46,89%	46,89%	46,89%
. Non cadres	46,49%	46,49%	46,49%
Table de mortalité			
. Femmes	TV 2004-2006	TV 2004-2006	TV 2004-2006
. Hommes	TD 2004-2006	TD 2004-2006	TD 2004-2006
Age 1er emploi			
. Cadres	25 ans	25 ans	24 ans
. Non cadres	21 ans	21 ans	20 ans
Age de départ à la retraite	65-67 ans	65-67 ans	65 ans

Au 31 décembre 2012, le montant des écarts actuariels sur les régimes à prestations définies restant à étaler s'élève à 895 K€. Le coût des services passés restant dû s'élève à 7 K€. Dans le cadre de la mise en œuvre d'IAS 19 révisée au 1^{er} janvier 2013, le montant de l'engagement sera ramenée à 8 555 K€ (cf. note 2.2)

Le taux de rotation du personnel est appréhendé société par société en fonction des données historiques observées.

La variation de plus ou moins un point du taux d'actualisation n'a aucun impact sur le montant de la provision au 31 décembre 2012.

4.7 HONORAIRES D'AUDIT

	DAUGE ET ASSOCIES				GRANT THORNTON			
	Montant HT		%		Montant en HT		%	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
AUDIT								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes :								
. Emetteur	191	181	67%	64%	204	201	44%	40%
. Filiales intégrées globalement	95	88	33%	31%	259	304	56%	60%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission des commissaires aux comptes :								
. Emetteur		3	-	1%		3	-	1%
. Filiales intégrées globalement		9	-	3%		-	-	-
Sous total	286	281	100%	100%	463	508	100%	100%
AUTRES PRESTATIONS								
Juridique, fiscal, social								
. Emetteur	-	-	-	-	-	-	-	-
. Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres								
. Emetteur	-	-	-	-	-	-	-	-
. Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	286	281	100%	100%	463	508	100%	100%

4.8 SOCIETE CONSOLIDANTE

Le Groupe ALTEN est consolidé dans la société SGTI.

4.9 NANTISSEMENT DE TITRES

A la connaissance de la Société, les titres ALTEN ci-après font l'objet des nantisements suivants dans le cadre de la couverture de différents prêts, de cautions bancaires ou de convention de trésorerie :

Nom	Nombre de titres ALTEN nantis	Date d'échéance	Nature	Pourcentage du capital social
Simon Azoulay	562 000	25/06/2015	Couverture de prêt	1,73%
	500 000	08/12/2018	Couverture de prêt	1,54%
		08/12/2016	Couverture de prêt	
	600 000	22/06/2013	Couverture de prêt	1,85%
Célia Azoulay	361 623	22/06/2013	Couverture de prêt	1,12%
Annaëlle Azoulay	361 760	22/06/2013	Couverture de prêt	1,12%
SGTI	4 903 000	25/06/2015	Couverture de prêt	15,12%

